langue française. Ce n'est donc pas une proposition de la commission. Il est nécessaire de voter.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag Perréard	68 Stimmen
Dagegen	47 Stimmen

Art. 6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Freimüller, Berichterstatter: Zu den Art. 6 bis 13 habe ich keine Bemerkungen anzubringen. Die Kommission wird die Redaktion nochmals überprüfen, gestützt auf die hier aufgeworfenen Fragen.

Wir empfehlen Ihnen Annahme dieser Artikel, wie sie nun in der Kommission gutgeheissen worden sind.

M. **Bridel,** rapporteur : Je n'ai pas grand-chose à dire. Il s'agit uniquement d'une question de rédaction.

Angenommen — Adopté

Art. 7—13

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen — Adoptés

Postulat der Kommission

Der Bundesrat wird eingeladen, zu prüfen, ob nicht durch geeignete Massnahmen die Holzpreise für Luftschutzbauten so gestaltet werden könnten, dass diese der Spekulation entzogen werden; ferner soll auch abgeklärt werden, ob für die Finanzierung der Schutzräume die hypothekarische Belastung der mit Schutzbauten auszurüstenden Liegenschaften erhöht und günstige Zinsbedingungen erwirkt werden könnten.

Postulat de la commission

Le Conseil fédéral est invité à examiner si, grâce à des mesures appropriées, le prix du bois nécessaire à la construction des abris ne pourrait pas être ordonné de manière à éviter la spéculation. Il conviendrait d'examiner également si, pour financier les abris, les prêts hypothécaires sur les immeubles à pourvoir d'abris ne pourraient pas être augmentés et obtenus à des conditions favorables.

Angenommen — Adopté

(Hier wird die Beratung abgebrochen)

(Ici, le débat est interrompu)

6028. Gasthöfe. Eröffnung und Erweiterung
Ouverture et agrandissement d'hôtels

Botschaft und Beschlussentwurf vom 2. April 1951 (BBl I, 804)
Message et projet d'arrêté du 2 avril 1951 (FF I, 816)

Beschluss des Ständerates vom 4. Juni 1951
Décision du Conseil des Etats du 4 juin 1951

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Schmid Werner

Nichteintreten

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles

Proposition Schmid Werner

Ne pas entrer en matière

Berichterstattung — Rapports généraux

M. **Graber,** rapporteur: Le rôle de l'hôtellerie suisse dans notre économie nationale est suffisamment connu pour je puisse me dispenser de tenir à ce sujet des propos qui seraient autant de lieux communs. Je voudrais donc me limiter à donner sur ce point quelques indications concrètes, en style télégraphique:

Rappeler, par exemple, que selon les calculs qui avaient été fait immédiatement avant la dernière guerre, les fonds investis dans notre hôtellerie dépaissaient 2 milliards;

rappeler aussi que si, sur le plan économique, il est évident que l'hôtellerie a une importance particulière pour la population de certaines régions, et des régions montagnardes notamment, dont elle peut seule assurer l'existence, elle a, sur un plan plus général encore, un intérêt tout particulier du point de vue de notre balance des paiements. Grosso modo, les devises que les hôtes étrangers nous apportent, année après année, compensent le déficit de notre balance. Dèjà en 1929, la Banque nationale avait constaté que le déficit de la balance des paiements, qui était alors de 680 millions, était couvert à concurrence de 500 millions grâce à ces exportations invisibles que représente le tourisme étranger. Dans un rapport récent de la Banque nationale, celui de 1949, on trouve l'indication que l'excédent de nos importations de 380 millions a été plus que compensé par les devises que nous ont apportées les touristes étrangers. Ces montants, il faut le dire, ont un intérêt économique d'autant plus grand qu'ils demeurent dans le pays pour leur presque totalité, créent des occasions de travail et favorisent la marche des affaires pour le plus grand bien de la production agricole, viticole et arboricole y comprise, pour le plus grand bien aussi de l'industrie des produits alimentaires, de l'industrie et de l'artisanat du bâtiment.

Une dernière indication. L'industrie hôtelière occupe en permanence une armée de 50.000 salariés si l'on s'en tient à ceux qui sont occupés dans cette branche à titre principal, et de 80.000 si l'on

tient compte de ceux qui y sont occupés à titre accessoire.

C'est à cause de ces éléments du problème que la Confédération, depuis quelque trente-cinq ans, vous le savez, se préoccupe du sort de l'hôtellerie et lui apporte son aide. Cette aide est d'autant plus indispensable que l'hôtellerie représente une des branches les plus sensibles aux crises de notre économie nationale. On sait que, abstraction faite des années que l'on peut qualifier de grasses, années de 1926 à 1930 et aussi dans une certaine mesure celles de 1946 et 1947, l'hôtellerie suisse a constamment souffert — et cela dès le début de la première guerre mondiale — de la situation politique et économique internationale. C'est cela qui a provoqué, en 1915 déjà l'ordonnance instituant le sursis en faveur d'entreprises en difficultés et subordonnant pour la première fois la construction d'hôtels à un permis.

Ce principe du permis est demeuré depuis lors, constamment; on le retrouve dans une succession d'arrêtés fondés tantôt sur le droit ordinaire, tantôt sur le droit exceptionnel. On le trouve en fin de compte dans l'arrêté fédéral du 29 juin 1949 dont l'effet expirera le 31 décembre de cette année et qu'il est question de proroger aujourd'hui jusqu'au 31 décembre 1955. Tel est très exactement l'objet du débat.

Il est évident, d'autre part, qu'il y a un rapport étroit entre cet arrêté et les autres dispositions légales qui assurent la protection et l'aide de la Confédération à l'hôtellerie: soit la loi du 28 septembre 1944 instituant des mesures juridiques en faveur de l'industrie hôtelière et de la broderie, prorogée par la loi du 23 juin 1950, soit aussi l'arrêté fédéral du 26 octobre 1950 mettant de nouveau fonds à disposition pour poursuivre l'aide de la Confédération à l'industrie hôtelière. Il coule de source qu'en raison de ce rapport étroit précisement, il y a un intérêt évident à ce que les dispositions qui font l'objet de l'arrêté restreignant l'ouverture et l'agrandissement d'hôtels demeurent en vigueur aussi longtemps que les dispositions que je viens de rappeler, c'est-à-dire jusqu'à fin 1955.

Il est vrai que lors du précédent débat sur le même objet, en 1949, alors que ce Conseil avait décidé la prorogation jusqu'à fin 1951, on caressait l'espoir que peut-être l'hôtellerie pourrait se passer après une ou deux années de mesures protectrices. Mais cet espoir s'est complètement évanoui depuis lors. Il y a eu depuis cette époque la dévaluation de la livre anglaise en septembre 1949 qui a entraîné dans sa chute les monnaies de 26 Etats et qui a été pour l'hôtellerie suisse une épreuve nouvelle et, on peut le dire, une dure épreuve qui s'est traduite par un recul sensible des nuitées, en particulier dans les régions touristiques. Si donc on pouvait avoir en 1949 quelque hésitation quant à la nécessité de la prorogation des mesures en question, aujourd'hui en tout cas, compte tenu de la situation actuelle, on est obligé d'arriver à la conclusion que le moment n'est pas venu de démobiliser.

Il faut ajouter à cette considération que notre hôtellerie continue à souffrir en permanence du renchérissement. Les salaires ont augmenté dans une mesure sensible, dans une mesure adaptée à la hausse du coût de la vie ; les charges sociales se sont accrues considérablement et les prix aussi. Ces augmentations n'ont été compensées que très partiellement par l'adaptation des prix faits par l'hôtellerie à ses clients. Si bien que sa rentabilité s'en trouve nettement diminuée. On admettait avant la première guerre mondiale que cette rentabilité était assurée dès l'instant où il y avait un taux moyen d'occupation des lits de 30 à 40 %. Il y a une douzaine d'années, le professeur Böhler avait fait une enquête qui portait ce taux de 40 à 50 %. Aujourd'hui, on admet qu'il faut un taux d'occupation moyen de près de 70 % pour assurer la rentabilité de l'hôtellerie. Nous sommes donc extrêmement loin de compte puisque pendant l'année favorable de 1947 le taux moyen n'était que de 57 % et, durant la saison d'hiver 1949/1950 et la saison d'été 1950, dans de nombreuses régions touristiques, le taux de 30 à 35 % était malheureusement fréquent.

Voilà pourquoi il nous paraît exclu que l'on puisse interrompre aujourd'hui un effort et un système pratiqués constamment depuis un trentaine d'années sans modification.

Je voudrais, pour n'avoir pas à reprendre la parole et gagner du temps, dire un mot encore de l'argument principal de ceux qui s'opposent à la prorogation. Je ne crois pas d'ailleurs qu'ils soient nombreux.

Le système du permis est présenté par eux comme de nature à entraver la modernisation nécessaire de notre hôtellerie helvétique. En fait, il faut rappeler que l'arrêté n'interdit pas toute construction nouvelle ni n'importe quelle transformation. Son but est plus restreint: il tend à éviter que l'on ne crée de trop nombreux lits dans un endroit déterminé. Lors des débats de 1949 sur cette question, nous avions rappelé que depuis 15 années, 840 demandes d'ouverture ou d'agrandissement d'hôtels avaient été présentées concernant 12 000 lits. Nous avions rappelé aussi que 600 demandes avaient été acceptées, représentant 9000 lits nouveaux, ce qui représente tout de même un renouvellement d'à peu près 10 % du nombre total des lits. Mais il faut songer aussi à ceci, c'est que si, sans aucun doute, la modernisation de notre hôtellerie représente un problème capital pour elle, les intéressés comme les autorités en ont conscience.. C'est un fait patent que la plupart de nos hôtels ont été construits il y a un demi siècle; ils passaient alors pour les plus beaux et les meilleurs d'Europe et au delà. Depuis lors, il est évident que les exigences de la clientèle ont évolué, en matière de confort en particulier; elle est devenue plus difficile. Il est tout aussi évident que si l'industrie a pu renouveler son appareil de production grâce aux années de prospérité, l'hôtellerie, elle, a constamment été entravée par les crises économiques et la guerre. Nous savons aussi que le tourisme a évolué considérablement au cours des dernières années grâce au développement des sports d'hiver, également des sports nautiques, grâce enfin et surtout au tourisme automobile. Cette évolution est due surtout au fait que les voyages sont aujourd'hui à la portée d'une couche de plus en plus étendue de notre population, ce dont il faut se réjouir. C'est un fait que beaucoup plus qu'autrefois, de très nombreux de nos concitoyens prennent des vacances, ou entreprennent des voya-

ges par chemin de fer, en auto ou en autocar; tout cela a donné un caractère nouveau au tourisme de nos jours.

Mais il ne suffit pas de constater ce besoin pour résoudre le problème. Il est clair que le renouvellement de l'hôtellerie suisse est un problème de grande envergure qu'il s'agit d'examiner sous tous ses aspects.

Une commission d'experts désignée par le Conseil fédéral a travaillé sur ce sujet depuis le printemps de 1950, commission groupant les représentants autorisés de tous les organismes du tourisme suisse, officiels ou privés, auxquels se sont joints les représentants de l'hôtellerie et ceux des départements intéressés, de l'économie publique, des finances et de justice et police. Cette commission vient de remettre son projet de rapport dans lequel elle souligne le besoin absolument pressant d'une adaptation de l'hôtellerie suisse aux exigences nouvelles. Elle souligne que cette adaptation est d'autant plus indispensable que grace aux fonds relativement importants que le plan Marshall a apporté à l'hôtellerie des pays voisins, le problème devient urgent. Mais cette commission d'experts souligne aussi qu'avant toute chose, il s'agit de créer la base juridique et la base financière de cette vaste entreprise de rénovation. Elle ne dissimule pas d'ailleurs que cette entreprise va provoquer presque fatalement une intervention accrue des pouvoirs publics. Et sa conclusion, qui est aussi la nôtre, c'est que l'ensemble du problème doit être revu d'ici à la fin de 1955, c'est-à-dire à l'expiration des mesures aujourd'hui en vigueur, et que le moment n'est pas venu, par conséquent, de démanteler aujourd'hui un système qui a fait ses preuves. C'est pourquoi votre commission vous propose de voter l'entrée en matière.

Schirmer, Berichterstatter: Der bisherige Bundesbeschluss über die Bewilligungspflicht für die Eröffnung und Erweiterung von Gasthöfen datiert vom 24. Juni 1949 und ist bis Ende dieses Jahres befristet. — Als Kollege Graber und ich Ihnen, im Auftrage der ungefähr gleich zusammengesetzten Kommission wie heute, vor zwei Jahren referierten, glaubten wir mit der Kommission, den Experten und dem Bundesrat und mit Ihnen selbst, dass es wohl zum letztenmal sei, dass ein Bundesbeschluss über den Neubau und die Erweiterung von Hotels nötig sei. Wir hatten für diesen Glauben unsere recht guten Gründe. Im Jahre 1949 ging es der Hotellerie wirtschaftlich verhältnismässig gut. Ich verweise auf die Zahlen, die in der Botschaft auf Seite 2 publiziert sind. Währenddem in den Jahren 1937 und 1938 etwa 16 Mio Logiernächte erzielt wurden, hatten wir 1945 deren 21 Mio, 1946 23 Mio, 1947 22 Mio. Wir alle hofften, diese gute wirtschaftliche Entwicklung halte an. Leider war das nicht der Fall. Verschiedene Gründe haben die Hotellerie in eine erneute Krise geführt. Vor allem sind die starken Deviseneinschränkungen des Auslandes, die internationalen Spannungen, die Abwertung des englischen Pfundes, der Krieg in Korea und die stark fühlbare ausländische Konkurrenz an diesem Rückschlage schuld. Die Statistik zeigt nun neuerdings eine bedeutende Verschlechterung. 1949 zählte man noch 20,3 Mio Logiernächte, 1950 deren nur noch 18,6 Mio. Auch der Start der Saison 1951 war keineswegs gut. Die Berichte der Schweiz. Hoteliervereins und des Schweiz. Fremdenverkehrsverbandes und der Schweiz. Hoteltreuhandgesellschaft lauten nicht optimistisch.

Niemand in der Kommission ist darüber erfreut, dass dieser Bundesbeschluss noch einmal verlängert werden soll. Die Kommission ist davon überzeugt, dass die Verlängerung unumgänglich nötig ist. Sie beantragt Ihnen deshalb diese Verlängerung —, aber ohne jede Begeisterung.

Wenn wir eine Verlängerung bis 1955 beantragen, so tun wir das, um die zeitliche Uebereinstimmung mit den Beschlüssen über die Entschuldungsaktion der Hotellerie herzustellen. Es wäre doch wohl sinnlos, und das ist das Hauptargument für die Verlängerung, wenn man einerseits einen Wirtschaftszweig, in diesem Fall die Hotellerie, mit öffentlichen Mitteln unterstützen würde, und anderseits die Möglichkeit offen liesse, aus spekulativen und andern Gründen neue Konkurrenzunternehmen in der gleichen Wirtschaftsgruppe zu eröffnen.

Materiell soll am Bundesbeschluss vom 24. 7. 1941 nichts geändert werden. Nach wie vor soll diese Schutzmassnahme auf ein Minimum beschränkt sein. Die Kommission wünscht ausdrücklich festzustellen, dass es sich nicht um ein eigentliches Bauverbot handle, sondern um eine Bewilligungspflicht, und dass diese nur für die speziellen Fremdenverkehrsgebiete bestehen soll, die jeweilen von den Kantonsregierungen umschrieben werden.

Es ist auch nicht so, dass seit dem langen Bestehen dieser Bewilligungspflicht keine neuen Hotels mehr gebaut worden wären. So wurde zum Beispiel in Arosa die Bettenzahl während des Bestehens dieses Beschlusses um zwei Drittel vermehrt; in Crans ist in dieser Zeit ein ganz neuer Kurort entstanden. Vom 1. Januar 1945 bis 7. Mai 1951 sind 2360 Bewilligungen für Neueröffnungen und Erweiterungen erteilt worden, mit nicht weniger als 3653 Gastbetten. Darunter waren 161 Neugründungen.

Damit ich nachher zum Nichteintretensantrag des Herrn Schmid nicht noch einmal das Wort ergreifen muss, gestatte ich mir, jetzt schon auf einige Argumente der Gegner der Verlängerung hinzuweisen, weil diese Argumente aus der Presse bekannt sind. Man sagt, die heutigen Baukosten und die finanzielle Zurückhaltung der Banken würden den Bau von neuen Hotels ohnehin verunmöglichen. Auch da muss ich wieder mit den statistischen Zahlen entgegnen. Die Erfahrung zeigt, dass ein einziges Jahr mit guter Frequenz die Spekulanten auf den Plan ruft. 1949 wurden 33 Gesuche behandelt, 1946 ging es der Hotellerie wirtschaftlich, wie ich bereits sagte, verhältnismässig gut. Die Zahl der Gesuche hat sich darum mehr als vervierfacht; es wurden 147 Gesuche eingereicht. Gleich sind die Zahlen aus der Krisenzeit der dreissiger Jahre. 1935, im Krisenjahr vor der Frankenabwertung, wurden 43 Gesuche eingereicht. 1936, als nach der Frankenabwertung ein plötzlicher Konjunkturanstieg eintrat, von dem auch die Hotellerie profitierte, erhöhte sich die Zahl auf 156 Gesuche. Es ist eben nicht von der Hand zu weisen, dass ein kleines Anziehen der Konjunktur die Spekulanten anregt, sich auf einem Gebiete zu betätigen, das nicht krisenfest genug ist, um sich der Spekulation aussetzen zu können.

Ich möchte nicht darüber sprechen, ob die Hotellerie gegenüber dem Ausland konkurrenzfähig sei oder nicht. Ich habe an Hand von zahlreichen Studienreisen festgestellt, dass, wenn man gleiches mit gleichem vergleicht, und nur das kann man tun, festgestellt werden darf, dass unsere Hotellerie sicher so gut ist wie die der gleichen Kategorien irgendwo im Ausland. Man sagt, unsere Hotellerie weise zu viel Grossbetriebe auf, und man spricht von «den grossen Kästen». Wir haben nur 300 Hotels in der Schweiz, die mehr als 100 Betten aufweisen; alle andern sind kleiner. Die Grosszahl der Hotels — zwei Drittel der Gesamtzahl — besitzen durchschnittlich nur 36 Betten. Da kann man nicht sagen, es handle sich um eine Wirtschaftsgruppe, die in der Hauptsache aus Grossbetrieben bestehe. Es ist richtig, dass die schweizerische Hotellerie in baulicher Beziehung einen grossen Nachholbedarf zu erfüllen hat. Sie bedauert, dass sie nicht in der Lage war, aus eigenen Mitteln diesen Nachholbedarf so zu erfüllen, wie es der Exportindustrie oder gewissen Gruppen des übrigen Gewerbes oder dem Handel möglich war. Diese Situation ist für die Hotellerie doppelt unangenehm, weil die ausländische Konkurrenz entweder durch wesentliche staatliche Subventionen oder aus Marshall-Plan-Geldern billiges Geld zur Verfügung gestellt bekommt. Ich verweise auch auf den Expertenbericht, der vom Post- und Eisenbahndepartement demnächst publiziert wird und der bereits in der Presse der letzten Tage besprochen wurde.

Die Kommission wünscht, dass ausdrücklich festgestellt werde, dass die Hotellerie, ihre Verbände und die Organisationen des Fremdenverkehrs ermahnt werden, es seien die Selbsthilfemassnahmen weiterzuführen, besser zu koordinieren und zu vertiefen, ferner dass die Organisationen und einzelnen Hotels der rationellen Betriebsführung auch in Zukunft die grösste Aufmerksamkeit schenken, dass man die ganze Preisgestaltung erneut überprüfe und vor allem die Kosten der mit Recht kritisierten sogenannten Extras überprüfe. Sie äusserte ferner den Wunsch, die Hotellerie möchte Bedacht nehmen auf die veränderten Bedürfnisse des Gastes und auf die immer kürzer werdende Aufenthaltsdauer, und sie möchte die notwendigen Vorbereitungen und Massnahmen für die sich abzeichnende Strukturreform treffen. An den Bundesrat möchten wir den Wunsch richten, dass er seine Bemühungen um die Devisenerleichterungen gegenüber dem Ausland verstärke. Ich erinnere an das, was Herr Ständerat Lardelli in der kleinen Kammer gesagt hat: an die Verhandlungen mit Deutschland, wo einerseits ein grosses Bedürfnis nach dem Reiseverkehr in die Schweiz vorhanden wäre, andererseits aber Devisenrestriktionen Interessenten daran hindern, unser Land zu besuchen. Wir möchten dem Bundesrat auch nahelegen, die Schutzmassnahmen zurückhaltend anzuwenden und überall dort, wo Verbesserungen angestrebt werden, die Bewilligung zu erteilen in dem Sinne, dass nur die spekulativen und unvernünftigen und auf Vernichtung der Konkurrenz ausgehenden Erweiterungen und Neugründungen verhindert werden sollen.

In diesem Sinne beantragt Ihnen die Kommission mit allen gegen eine Stimme, auf die Vorlage einzutreten, und der Verlängerung des Bundesbeschlusses vom 24. September 1949 bis Ende 1955 zuzustimmen.

Allgemeine Beratung — Discussion générale

Schmid, Werner: Ich habe schon vor zwei Jahren, als dieser Bundesbeschluss hier begründet wurde, den Antrag gestellt, auf ihn nicht einzutreten, und ich habe damals sowohl sachliche wie rechtliche Bedenken geltend gemacht. Ich will die rechtlichen Bedenken wiederholen und zitieren, was ich damals gesagt habe:

«Man will diese Gesetzesvorschriften, die während zwei Jahren noch in Kraft sein sollen, dem Referendum unterstellen und beschwört uns: Ergreift um Gottes willen das Referendum nicht! Es lohnt sich nicht, es für ein Gesetz zu verlangen, das nur noch 2 Jahre in Kraft bleibt. Wer sagt uns aber, dass man nicht nachher wieder kommt und es nochmals um 2 oder 3 Jahre verlängert und uns wieder entgegnet, es lohne sich nicht, wegen diesen zwei oder drei Jahren das Referendum zu ergreifen? Das ist nach den bisherigen Erfahrungen eine Möglichkeit, die vorhanden ist. Ich betrachte diese Politik als ein gefährliches Spiel mit einem sehr wichtigen und entscheidenden Volksrecht.» Ich kann nur wiederholen, was ich damals sagte. Wir stehen heute vor der Situation, die ich vorausgesehen habe. Der Bundesbeschluss soll wiederum um einige Jahre verlängert werden, und nach einigen Jahren wird man mit den gleichen Argumenten kommen und von uns verlangen, dass man den Bundesbeschluss nochmals um einige Jahre verlängert. Man wird wieder sagen, es lohne sich nicht, das Referendum zu ergreifen. Das ist ein Raubbau an unseren Volksrechten, ein Abbau unseres Referendumsrechtes und ein gefährlicher Abbau an Vertrauen in gegebene Versprechen.

Neben diesen rechtlichen Gründen, die ich vorzubringen habe, habe ich auch die sachlichen Gründe zu wiederholen, die ich damals angeführt habe. Auch diese haben sich nicht verändert. Eine der Hauptursachen der Not unserer Hotellerie ist ihre Ueberschuldung. Wir rechnen mit einer Schuldenlast von 6600 Franken pro Bett. Herr Bundesrichter Jäger, der die Festschrift für die Hoteltreuhandgesellschaft geschrieben hat, hat deutlich genug darauf hingewiesen, dass es Zeit wäre, einen Teil dieser Schulden zu streichen, und dass es die Kreditinstitute seien, die diese Streichung vornehmen müssen, um endlich die Hotellerie wieder zu sanieren. Dieses Hotelbauverbot, wie wir es kurz bezeichnen, bringt die Gefahr der Ueberalterung unserer Hotellerie. Ich habe schon vor zwei Jahren darauf hingewiesen. Um nicht zu wiederholen, was ich damals sagte, will ich jetzt einen andern Zeugen zitieren. Herr Prof. Marbach hat kürzlich einen Artikel in der «Metallarbeiter-Zeitung» publiziert, in dem er eine Reise durch Frankreich schildert. Was schildert er? — Wie gut er in den Hotels in Frankreich untergebracht war. In diesem Artikel heisst es wörtlich: «Um den Dingen weiter auf den Grund zu gehen, sind wir der Côte d'Azur nachgefahren. Wir haben in kleinen, aber komfortablen Fremdenorten Dutzende von gediegenen kleinen bis mittleren Hotels gesehen, die bei wirklich zahlbaren Preisen allergediegensten Aufenthalt garantierten.

Wir haben jene Häuser in Fülle gesehen, die man in der Schweiz so schwer findet, nicht, weil unsere Hoteliers nicht fachkundige Leute wären, sondern weil wir verplüscht und baulich veraltet sind.» Zum Schluss schreibt Prof. Marbach: «Nach Hause zurückgekehrt, lese ich von der beabsichtigten Verlängerung des Hotelbauverbotes bis 1955. Da sagte ich mir: Das kann nicht gut kommen. Damit können wir vielleicht einige Hoteliers und Bankrückstellungen retten, aber wir tun der Hotellerie Schaden an, weil wir so, gerade gegenüber der Côte d'Azur, hoffnungslos veralten. Wir müssen uns modernisieren und von der französischen Art, Kosten zu komprimieren, bzw. unnötige Kosten zu vermeiden, lernen. Die Hotellerie ist eine der wichtigsten Stützen unserer Wirtschaft. Ihr Schicksal liegt mir daher schon berufsmässig am Herzen. Ich möchte keineswegs generalisieren. Es werden auch bei uns hier und dort erfreuliche Anstrengungen gemacht. Aber das hindert nicht, den warnenden Finger aufzuhalten: Wo so erneuert, gebaut und umgestellt wird wie an der Côte d'Azur, dort muss man lernen, lernen namentlich, dass ein auf internationale Kundschaft angewiesener Wirtschaftszweig unter Umständen den Mut haben muss, ganz neue Wege zu beschreiten, namentlich hinsichtlich der sogenannten «Extras», und dass er nicht frei sein darf von zumindest einer leichten Brise der Konkurrenz.» So weit Prof. Marbach. Nun ist in der Kommission — und das möchte ich betonen — von den Befürwortern des Hotelbauverbots ähnliches gesagt und betont worden, es bestehe gar keine Gefahr, dass bei Aufhebung dieser Bestimmung eine irgendwie gefährliche Konkurrenz entstehen könnte durch eine Grosszahl neuer Hotels. Es ist ausdrücklich gesagt worden, dass diese Gefahr nicht besteht wegen der hohen Baukosten und der fehlenden Kredite. Im Ständerat hat Herr Ständerat Lardelli, ebenfalls ein Befürworter der Verlängerung dieses Bundesbeschlusses, ausdrücklich wörtlich erklärt: «In der Berghotellerie werden keine neuen Hotels erstellt. Die Banken, als gebrannte Kinder, sind sehr vorsichtig in der Kreditgewährung.» In der Kommission hat Herr Kollege Schmidlin erklärt, dass in der Stadt Bern, wo das Bauverbot nicht mehr existiere, ein ausgesprochener Mangel an Hotels besteht. Die Stadt Bern könne keine Kongresse mehr beherbergen, weil es an Möglichkeiten fehle, die Gäste unterzubringen. Die Stadt trage sich mit dem Gedanken, sich selber an einem Hotelneubau zu beteiligen. Das ist die Situation. Ich halte die Begründung, die heute für die Verlängerung dieses Bundesbeschlusses gegeben wird, für unhaltbar.

Im weitern wird darauf hingewiesen, dass der hohe Wechselkurs des Schweizer Frankens die Gäste abhalte, dass also die Pfundabwertung den Gästezustrom unterbunden habe. Ich glaube nicht, dass wir durch Verlängerung dieses Bundesbeschlusses einen einzigen Gast mehr ins Land bekommen werden. Das Wesentliche ist doch die Frequenz-Förderung. Durch das Bauverbot wird aber kein neuer Gast mehr angelockt, und ich stelle fest, dass ausgerechnet der Präsident des Schweizerischen Hoteliervereins, Dr. Franz Seiler, an der Delegiertenversammlung des Schweizerischen Hoteliervereins die Situation sehr optimistisch beurteilt hat. Er sagte dort u. a.: «Die Fortschritte, die sich hinsichtlich der Liberalisierung des Reiseverkehrs im Rahmen der Europäischen Zahlungsunion abzuzeichnen beginnen, lassen die Aussichten auf ein Anschwellen des Tourismus als recht günstig erscheinen...» An anderer Stelle führt er weiter aus: «Wenn auch seit 1947, als sich die Grenzen wieder öffneten und die vorteilhaften Wechselkurse grosse Scharen von Schweizern in die Ferne lockten, erreichten die Logiernächte der Inlandgäste, trotz massiver Abwanderung ins Ausland, Jahr für Jahr eine Zahl, die um etliche Millionen über den entsprechenden Ziffern der Vorkriegszeit lag. Der intensive Beschäftigungsgrad unserer Wirtschaft, die Erhöhung des Lebensstandards breiter Schichten unserer Bevölkerung und die hiedurch möglich gewordene Förderung des sozialen Tourismus haben diese Entwicklung stark begünstigt.» Das sind lauter Argumente, die deutlich sagen, dass die Verlängerung dieses Bundesbeschlusses nicht mehr notwendig ist. Es ist eine Frage der Konjunktur. Bei guter Konjunktur wird auch das Hotelproblem gelöst werden.

Nun möchte ich noch auf etwas anderes hinweisen: Wir haben hier die Möglichkeit, ein kleines Stück Wirtschaftsfreiheit wieder herzustellen. Da mache ich nun die merkwürdige Beobachtung, dass gerade von sozialdemokratischer Seite her, also von Vertretern der Planwirtschaft und von Vertretern des staatlichen Interventionismus, die Anregung kommt, diesen Bundesbeschluss aufzuheben; ich habe bereits die Stimme von Herrn Prof. Marbach zitiert. Im Ständerat war es Herr Ständerat Klöti, der den Antrag stellte, diesen Bundesbeschluss nicht mehr zu verlängern, weil er überflüssig sei. Die sozialdemokratische «Freie Innerschweiz» hat diesen Standpunkt des Herrn Klöti unterstrichen und sagt: «Wo aber, wie das heute für die Hotellerie zutrifft, ein Zweig der Volkswirtschaft erhalten und die Existenz der darin beschäftigten Arbeitnehmer auf die Dauer gesichert erscheint, warum soll da der Staat um jeden Preis doch intervenieren? Wo die Staatsintervention auf nichts anderes als die Sicherung einer Monopolstellung für gewisse Betriebe hinausläuft, entbehrt sie jeder volkswirtschaftlichen wie auch jeder moralischen Grundlage.» Und ausgerechnet diejenigen Kreise nun, die die Wirtschaftsfreiheit auf ihre Fahnen geschrieben haben, wünschen die Verlängerung dieses Bundesbeschlusses! Die Fahnen sind also vertauscht. Wir sollten den Mut haben, die Hotellerie wieder auf eigene Füsse zu stellen. Wir sollten etwas mehr Vertrauen haben in die eigene Kraft und zu eigener Initiative. Verbote helfen nichts; Initiative und Wagemut aber werden die Probleme lösen. Ich beantrage Ihnen, auf die Vorlage nicht einzutreten.

Jaquet: Ich glaube, die uns unterbreitete Vorlage muss als eine ausgesprochene Teillösung auf dem Gebiete des Fremdenverkehrs betrachtet werden. Man kommt im grossen und ganzen nicht um den Eindruck herum, dass es bei uns an einer gewissen grundsätzlichen Einstellung fehlt hinsichtlich der Art und Weise, wie wir die Massnahmen zur Förderung des Fremdenverkehrs gestalten wollen. Ich glaube, die Zeit nach dem Krieg hat uns doch offenkundig werden lassen, dass die

Verarmung Europas und alle andern möglichen Gesichtspunkte doch eine grundlegende Wandlung auf dem Gebiete des Fremdenverkehrs mit sich gebracht haben. Wir dürfen nicht damit rechnen, dass die Zustände, wie wir sie gehabt haben vor dem Ersten Weltkrieg oder zwischen dem Ersten und dem Zweiten Weltkrieg, unverändert wiederkehren werden. Wir glauben auch, dass gewisse Erscheinungen, wie die Entwicklung des Automobilismus und das Reisen mit internationalen Cars, noch nicht genügend gewürdigt worden ist.

Eine besondere Erscheinung, von der auch der Bericht der Schweizerischen Hoteltreuhandgesellschaft Rechenschaft gibt, ist die Abwanderung eines grossen Teils der touristischen Kundschaft in Chalets. Heute schon logieren 26 Prozent der fremden Gäste in den Chalets und nicht mehr in den Hotels. Das ist eine Erscheinung, die wir nicht nur in unserem Lande, sondern weit herum im Auslande, insbesondere in den Vereinigten Staaten, beobachten können. Das bedeutet eine allgemeine Lockerung des Fremdenverkehrs. Wir kommen gleichsam immer mehr weg von den grossen Bauten, und der Fremdenverkehr passt sich immer mehr dem rollenden Gedanken des Automobilismus an. Alle diese Fragen sind zweifelsohne bei uns noch nicht genügend geprüft und abgeklärt worden. Es wäre aber ungerecht, der schweizerischen Hotellerie den Vorwurf zu machen, sie hätte es in den letzten Jahren bei all den Schicksalsschlägen, die ihr nicht erspart geblieben sind, an den notwendigen Anstrengungen fehlen lassen. Aber wir müssen unter allen Umständen gegen das Verfahren der sogenannten Teillösungen oder halben Lösungen Stellung nehmen.

Wie Sie dem Bericht der Hoteltreuhandgesellschaft entnehmen können, sind im vergangenen Jahr von dieser Instanz 500 000 Franken auf Weisung des Bundes zu Subventionen von Skischulen verwendet worden. Das darf doch zweifelsohne nicht die Aufgabe der Hoteltreuhandgesellschaft sein. Wir kommen auch hier nicht um den Eindruck herum, dass Teillösungen und Gelegenheitslösungen immer wieder angewendet werden. Ich glaube, es ist nötig, dass wir auf dem Gebiete des Fremdenverkehrs eine Koordinierung der Massnahmen herbeiführen. Wir müssen wissen, wie und in welcher Weise der Bund inskünftig die Fragen des Fremdenverkehrs zu bewältigen gedenkt.

Zu dem Problem des Fremdenverkehrs gehört die Werbung im Ausland, die Strassenfrage im Inland, die Eisenbahntarife, der Benzinpreis (von dem wir vor einigen Tagen schon gesprochen haben), die Ordnung des internationalen Carverkehrs, die Angelegenheit der Bergbahnen, der internationale Zahlungsverkehr und viele andere Dinge. Es scheint, dass wir nur über den Weg einer straffen Koordination und einer zielbewussten Bearbeitung des gesamten Fremdenverkehrs zu einem Ziele kommen werden.

Wenn ich trotzdem für Eintreten auf die Vorlage bin, so deshalb, weil ich glaube, dass alle diese Fragen in Ruhe bearbeitet werden sollen. Aber wir müssen die Voraussetzung daran knüpfen, dass die allernächste Zeit dazu verwendet wird, um Klarheit in die Fragen der Förderung des Fremdenverkehrs durch den Bund zu bringen. Dazu gehört in jedem Fall auch, dass in der Eidgenossenschaft eine Stelle geschaffen wird, welche die Führung übernimmt in diesen Fragen, denn nur dadurch können wir um die Gegensätze herumkommen und um den Weg der Teillösung, wie es sich heute allzusehr immer und immer wieder gezeigt hat.

Gadient: Ich glaube, kein Vertreter der Hotellerie und keine Befürworter der gegenwärtigen Vorlage behaupten, dass mit diesem Bundesbeschluss die Krise in der Hotellerie behoben werden könne. Aber umgekehrt verstricken sich die Gegner doch in einen auffallenden Widerspruch, wenn sie auf der einen Seite die Behauptung aufstellen, diese Bewilligungspflicht führe zu einer weiteren Ueberalterung unserer Hotellerie und im nächsten Augenblick erklären, die Befürchtung wegen allfälliger Neubauten sei absolut unbegründet. Ich glaube, es ist so, wie Herr Kollege Schirmer ausgeführt hat. Es genügt gerade in der Hotellerie eine einzige gute Saison, um auf dem einen oder andern Platz die Spekulation wachzurufen. Es genügt uns aber vollständig, wenn auf einem einzigen grösseren Fremdenplatz durch eine solche Spekulation beispielsweise ein grösseres Haus gebaut oder ausgebaut wird und dadurch die anderen vorhandenen Betriebe entsprechend konkurrenziert werden.

Man hat von Bagatellsorgen gesprochen. Bekanntlich ist aber alles relativ. Wenn ich Sie daran erinnere, dass beispielsweise der Kanton Graubünden mit nicht einmal 3 Prozent der Gesamtbevölkerung der Schweiz umgekehrt 18 Prozent sämtlicher Fremdenbetten aufweist, auch wenn man die Hotels aller Städte mitrechnet, werden Sie verstehen, werden Sie verstehen, dass wir dieser Frage im Kanton Graubünden mit einem etwas anderen Massstab begegnen.

Vor allem aber können wir nicht verstehen, wie man behaupten kann, dass «durch die dauernde Beschützung der Hotellerie durch staatliche Massnahmen zur Fernhaltung der Konkurrenz die schweizerischen Hotels der Gefahr verfallen, zu Museumsstücken zu werden».

Diese angebliche staatliche Stützung, Förderung und Hegung der Hotellerie sieht in Tat und Wahrheit etwas anders aus. Die Hotellerie, die schon in den Jahren 1914 bis 1923 fast verblutete und dann nur bis zum Jahre 1930 gute Jahre hatte, kennt seit dem Jahre 1931 bis heute praktisch nur mehr eine einzige, nämlich ununterbrochene Krise. Wenn vorhin Herr Schmid die Behauptung aufgestellt hat, die Frequenz der Hotellerie sei ausschliesslich eine Frage der Konjunktur, so stimmt das zum allermindesten in bezug auf die internationale Clientèle absolut nicht, sondern der Besuch der schweizerischen Hotels aus dem Ausland ist vielmehr ein Spiegelbild der politischen Verhältnisse. Wir haben es diesen Sommer wieder erlebt, indem beispielsweise ganze Gesellschaften aus Amerika in den letzten Wochen abgesagt haben, nicht aus konjunkturellen Gründen, sondern aus politischen Gründen. Das ist die Tragik der Hotellerie, die der-

art verbunden ist mit der ganzen Weltwirtschaft und Weltpolitik. Wenn sich international der Himmel politisch verdunkelt, können andere Industrien sogar profitieren davon. Denken Sie an die Maschinenindustrie, an die chemische Industrie, an die Rüstungsindustrie. Bei der Hotellerie aber haben wir am nächsten Tag einen Rückschlag.

Ich möchte aber noch einmal betonen: Wir können mit dieser Vorlage die Hotellerie nicht retten. Ich möchte auch unterstreichen, dass ich im Gegensatz zum Präsidenten des Schweizerischen Hoteliervereins, Herrn Seiler, dessen Optimismus nicht teilen kann. Wir haben im Gegenteil gerade bei uns zur Einsicht kommen müssen, dass der Beitritt der Schweiz zur Zahlungsunion in bezug auf die Hotellerie eine Enttäuschung bedeutete. Dieser Beitritt zur Zahlungsunion brachte nicht jene Vorteile, auf die man für die Hotellerie gehofft hat. Ich sehe der weiteren Entwicklung unserer Hotellerie daher mit Sorge entgegen.

In einem Punkt decken sich die Auffassungen der Befürworter und Gegner der Vorlage. Wir können der Hotellerie nur helfen mit einer ganz wesentlichen Frequenzsteigerung. Um diese Frequenzsteigerung jedoch durchzuführen, braucht es eine ganze Reihe von Teilmassnahmen. Eine dieser Teilmassnahmen ist die Modernisierung unserer bestehenden Hotels. Diese Modernisierung — ich möchte das aussprechen, obwohl ich weiss, dass man es nicht gerne hört — ist aber überhaupt nicht möglich ohne staatliche Mittel. Der Hotelier hat keinen Kredit mehr. Er hat aber noch weniger Geld aus dem Betrieb heraus, um diese Modernisierung finanzieren zu können. Es gibt keinen anderen Weg, als dass wir mit staatlichen Mitteln mithelfen, diese Modernisierung durchzuführen.

Ferner ist das notwendig, was Herr Ständerat Lardelli bereits im anderen Rate ausgeführt hat und was heute die Kommissionsreferenten unterstrichen haben und was ich zusammenfassen möchte in einem einzigen Satz: Es ist höchste Zeit, dass der Bund, dass unser Volkswirtschaftsdepartement, dass unsere Handelsabteilung, dass unsere Unterhändler die schweizerische Hotellerie endlich als vollberechtigtes und gleichberechtigtes Glied unserer übrigen Exportindustrie betrachten und bei den Verhandlungen mit dem Ausland unter allen Umständen darnach trachten, die nötigen Devisen zur Verfügung zu stellen. Solange dies nicht der Fall ist, können wir unserer Saisonhotellerie nicht helfen.

Es sind weiter Massnahmen notwendig in bezug auf die Intensivierung der Verkehrswerbung. Aber auch die Verkehrswerbung können wir nicht finanzieren, ohne dass der Staat wesentlich mehr beiträgt, als das bisher der Fall gewesen ist. Wir sollten ferner, wenn auch sehr vorsichtig, einen leisen Druck ausüben auf den verehrten Schweizer Mitbürger. Ich teile hier die Bedenken von Herrn Kollege Müller, dem Präsidenten der Schweizerischen Hoteltreuhandgesellschaft, nicht ganz. Ich glaube im Gegenteil, wir müssen den Schweizer doch zum Bewusstsein bringen, wie er durch diese Auslandreisen im grossen Massstab, die da und dort fast zur Mode geworden sind, einer einheimischen Erwerbsgruppe schweren Schaden zufügt und Mittel entzieht, die besser im Lande bleiben.

Wir geben uns also in bezug auf den Erfolg dieser Vorlage gar keinen Illusionen hin. Wir möchten jedoch verhindern, dass auf einem einzigen Platz durch irgendwelche Spekulationen mehr Schaden als Nutzen gestiftet wird, und bitten Sie daher mit der Kommissionsmehrheit, der Verlängerung zuzustimmen.

Schmid-Oberentfelden: Es sind gut zehn Jahre, seit wir immer wieder über die gleiche Frage diskutieren, bei jeder Verlängerung des Hotelbauverbotes hat man hier im Saal zugesichert, dass man die Frage endlich studiere und das nächstemal dann zu einer gewissen Freiheit zurückkehren werde. Aber es ändert sich nichts, es ist jedesmal dasselbe. Das, was ich von den beiden Vorrednern gehört habe, ist eine Bestätigung dessen, dass das Hotelbauverbot im Grunde genommen die Hotelindustrie und die Lage der Hotellerie nicht sanieren kann. Trotzdem legt man dem Hotelbau diese Fesseln an, immer um weiter die Frage zu studieren; aber um immer wieder dort zu landen, dass man einfach dasselbe verlangt für zwei bis drei weitere Jahre. Ich habe mich schon in der Vollmachtenkommission gegen diese Praxis gewendet, man hat dort Versprechungen gegeben; sie sind nicht erfüllt worden. Ich stimme gegen Eintreten, weil ich die Meinung habe, dass man nur dadurch, dass endlich einmal diese Massnahmen aufgehoben werden, zur Erkenntnis der tatsächlichen Zustände kommt, und dass vielleicht dann auch Möglichkeiten geschaffen werden, die im Hotelbau das oder jenes bringen, was geeignet ist, das Publikum vielleicht mehr zu fesseln als bisher. Es ist selbstverständlich, dass bei den heutigen Baupreisen, die ausserordentlich hoch sind, immer und immer wieder gewisse Gewinne gemacht haben, die natürlich auch die Hotellerie nicht erträgt. Deshalb ist die Gefahr, dass neue Hotels gebaut werden, die gar nicht rentieren werden, nicht sehr gross. Wir müssen sagen, es ist während der Zeit der Subventionierung des Wohnbaues auf Kosten jener, die Häuser bauten, ein grosser Gewinn von gewissen Unternehmern gemacht worden. Das ist auch hier der Fall. Ich habe die Meinung, dass Herr Gadient sicher recht hat, wenn er darauf hinweist, dass man die Frage prüfen muss, wieweit Hotels, die dem allgemeinen Reise- und Ferienverkehr dienen und die eine gewisse Einrichtung haben, unterstützt werden können, um in dieser Richtung eine Reorganisation herbeizuführen. Ich bin mit ihm seiner Meinung, dass man auch die Schweizer darüber orientieren soll, dass das Verbringen der Ferien im Ausland, das zu einer Mode geworden ist, weil dort das oder jenes billiger zu haben ist, Gegenstand der fortlaufenden Aufklärung und vielleicht auch der Kritik bilden soll. Wir dürfen darüber reden, wenn man auf der andern Seite denkt, wie andere Wirtschaftszweige gestützt werden. Ich erinnere hier an die Landwirtschaft, die wir bitter nötig haben und die weitgehend eine Unterstützung dieses Rates und des Ständerates in jeder Hinsicht geniesst. Wenn wir überzeugt sind, dass die Touristisk und die Hotellerie in unserem

Lande wesentlich und notwendig sind, sehe ich gar nicht ein, warum wir über diese Notwendigkeit nicht reden sollen und warum man nicht die Schweizer darüber aufklären soll, dass mit den Auslandreisen noch nicht alles gemacht ist. Ich bin überzeugt, wenn Sie jetzt der Kommission folgen, werden Sie gar nichts anderes erreichen, als dass man wieder zwei Jahre über diese Sache sich unterhält, aber keine entscheidenden Massnahmen vorschlägt. Wir stehen in zwei Jahren ungefähr dort, wo wir heute stehen, deshalb stimme ich gegen Eintreten.

Müller-Amriswil: Gestatten Sie mir doch noch einige Bemerkungen zu dieser Vorlage, weil zum Teil wohl an den Intentionen, welche mit der Vorlage verfolgt werden, vorbeigeredet worden ist. So scheint es mir wenigstens. Herr Kollege Werner Schmid hat geltend gemacht, die Vorlage stehe nicht auf verfassungsmässigem Boden. Ich glaube, hier liegt doch ein Irrtum vor. Er hat erklärt, es seien rechtliche Einwände zu machen. Die Vorlage sieht die Referendumsklausel vor, und damit ist alles getan, was überhaupt hier gemacht werden kann, und es ist nicht eine Frage der Gesetzgebung, sondern eine Frage der Politik, ob man das Referendum ergreifen wolle oder nicht.

Und nun hat man sich hier berufen auf den Jubiläumsbericht der Schweizerischen Hoteltreuhandgesellschaft, wo steht, dass der Weg zur Sanierung anderswo gesucht werden müsse, nämlich beim Schuldenabbau. Nach dieser Richtung ist schon einiges geschehen. Ich darf darauf hinweisen, dass vermittelst der Sanierungsaktion der Hoteltreuhandgesellschaft etwa 190 Mio an Passiven abgebaut worden sind. Darin sind nur diejenigen Schulden inbegriffen, welche unter Einflussnahme der Hoteltreuhandgesellschaft beseitigt worden sind; alle Verluste, welche eingetreten sind zufolge Durchführung des normalen Nachlassvertrages oder der konkursrechtlichen Liquidation, sind hierin nicht inbegriffen. Es können die Banken, zum Teil auch die Kantonalbanken, ein Lied darüber singen, wie schwer dieser Schuldenabbau sie getroffen hat.

Man hat geltend gemacht, mit dem Hotelbauverbot oder der Hotelbaubewilligungsklausel erneuere man die Hotellerie nicht. Selbstverständlich nicht, es ist ganz klar, dass diese Vorschriften nur einen Beitrag, und zwar einen sehr kleinen Beitrag an die Hilfe für die Hotellerie darstellt. Einmal möchte ich Herrn Schmid darauf verweisen, dass in Bern jederzeit ohne Bewilligung jemand ein Hotel bauen kann; die Klausel gilt ja nur noch für die ausgesprochenen Fremdenkurorte, und da möchte ich nun sagen, da gibt es vielleicht sogar den einen oder andern Ort, ich denke etwa an Grindelwald, wo es gut wäre, wenn ein gutes, erstklassiges Hotel gebaut würde. Niemand macht das, auch im übrigen hat kaum jemand Lust, in Fremdenkurorten neue Hotels zu bauen. Etwas anderes geschieht aber: Wenn der eine oder andere Hotelier einmal ein paar Anmeldungen für ein paar Tage besitzt, die über sein Volumen hinausgehen, dann entsteht bei ihm die Versuchung, eine Wohnung umzubauen, einen Anbau zu machen über einer Garage oder dergleichen.

Nun kann man schon die Frage stellen: Ist es sinnvoll, wenn die Hoteltreuhandgesellschaft sich bemüht, Beherbergungsstätten auszuschalten, weil zuviele Hotels vorhanden sind, zuviele Hotelbetten, wenn sie allgemein einen Beitrag leistet, um diese zu reduzieren, und wenn dann am gleichen Kurort ein anderer hingeht und diese Stillegungsmassnahmen wieder paralysiert, indem er sein Hotel erweitert, mehr Hotelbetten aufstellt, wo man sicher sein kann, dass man nach ein paar Jahren wieder eine Hilfe auf dem Weg der Sanierung verlangen wird? Wir haben eben die Erfahrung gemacht, dass die Hilfe an die Hotellerie nur Sinn hat, wenn man gleichzeitig neben den Hilfsaktionen gewisse Verbote aufstellt, damit nicht die Bettenvermehrung fortschreitet an Orten, wo Bettenüberfluss bereits besteht.

Und nun ist im gegenwärtigen Moment doch noch ein anderer Punkt zu würdigen. Wir leben in einer Zeit der Hochkonjunktur im Baugewerbe. Der Bundesrat, die Schweizerische Nationalbank, der Delegierte für Arbeitsbeschaffung werden ständig vorstellig, man solle diese Baukonjunktur etwas einzudämmen versuchen. Ist es nun gerade in diesem Moment sinnvoll, dass man in den Bergtälern Erweiterungen von bestehenden Hotels vornimmt? Das Beste, was man nun tun kann, ist, wenn Hilfe geleistet wird und die bestehenden Gebäude in einen Zustand gebracht werden, der den Anforderungen, die heute an die Hotellerie gestellt werden, gerecht wird. Man hat sich auf den Artikel, den Herr Prof. Marbach geschrieben hat, berufen. Ich gestehe Ihnen, dass mich dieser Artikel sehr überraschte. Ich habe in den letzten Jahren mehrere Reisen ins Ausland unternommen und dabei die gegenteiligen Feststellungen von Herrn Prof. Marbach gemacht. Ich war allerdings nie an der Côte d'Azur, aber ich war in Frankreich, zur selben Zeit, da Herr Prof. Marbach an der Côte d'Azur war und habe mit Stolz festgestellt, dass unsere Hotellerie Frankreich in einem Gebiet, das auch Fremdenzentrum ist, nach jeder Richtung in bezug auf den Komfort den dortigen Ansprüchen gewachsen ist. Ich gebe zu, wir müssen uns noch vermehrt anstrengen, und ich stelle fest, dass es in einzelnen Ländern neue Hotels gibt, die an Komfort das Möglichste bieten, was denkbar ist. Aber sie sind in kleiner Zahl, und wir haben im Verhältnis zur Grösse unseres Landes mindestens so viele Hotels zur Verfügung zu stellen, die diesen Ansprüchen gerecht werden; aber zugegeben, wir haben sehr viele, die der Erneuerung und Hilfe bedürfen, der bessern Instandstellung. Das werden Sie nicht damit erreichen, dass Sie jedem wahllos gestatten, eine Wohnung etwa in ein Kleinhotel, in eine neue Beherbergungsstätte umzubauen und damit eine kapitalmässige Ueberlastung herbeizuführen, während im übrigen zu viele Betten vorhanden sind.

Nun noch ein Wort gegenüber Herrn Gadient. Ich weiss, dass meine Ausführungen über die Massnahmen, die zu treffen seien gegen die Auslandreisen, da und dort nicht recht begriffen worden sind. Wer meine Ausführungen gelesen hat, hat ihnen entnehmen können, dass ich davor warnte, offizielle Massnahmen gegen die Auslandreisen vorzukehren. Wenn die schweizerische

Hotellerie von ihrem Standpunkt aus darauf verweist: Auch bei uns ist es recht, an unsern Seen bieten wir Ihnen gute Unterkunftsmöglichkeiten; so ist das eine ganz andere Sache, aber offiziell dürfen wir nicht den Eindruck erwecken, dass wir den Reisen ins Ausland Schwierigkeiten entgegensetzen.

Ich möchte Sie bitten, der Vorlage zuzustimmen, weil Sie damit auch zeitmässig die Koordination der Hilfsmassnahmen für die Hotellerie erreichen, in bezug auf die finanziellen Massnahmen und auf die Baubewilligungen. Hier muss die Koordination geschaffen werden; diese Erlasse des Bundes können nicht jeder für sich allein behandelt werden, sonst haben wir z. T. einen Leerlauf.

Meili: Befürchten Sie nicht, dass ich Sie lange hinhalten werde. Die Wirtschaftslage der Hotellerie ist von meinen Herren Vorrednern einlässlich behandelt worden. Ich möchte lediglich auf Grund meiner Kenntnisse auf diesem Gebiet einen kurzen Blick auf die Frage werfen, ob wir wirklich eine baulich überalterte Hotellerie haben. Ich hatte in den Iahren 1942 und 1944 die Ehre, eine Studienaktion über die Sanierung von Hotels und Kurorten zu leiten und darf behaupten, dass ich über den baulichen Zustand der schweizerischen Hotels hinreichend orientiert bin; und da es mir vergönnt ist, hin und wieder zu reisen, gewollt oder ungewollt, bin ich einigermassen in der Lage, über die ausländischen Hotels einige Kenntnisse zu besitzen. Wenn ich die bauliche Situation in bezug auf Unterhalt und Anforderungen der schweizerischen Hotels mit derjenigen des Auslands vergleiche, so ist es masslos übertrieben, zu behaupten, die schweizerischen Hotels seien überaltert. Zugegeben, wir haben fast keine spektakulären, modernen Hotels in der Schweiz. Ich möchte sagen: wo in Europa gibt es solche? Man muss nicht den Maßstab der neuen, gewaltigen Hotels in Puerto Rico, Kalifornien oder Brasilien anlegen, da sind die Verhältnisse ganz anders als bei uns, da sind die Mittel vorhanden. Uebrigens eines, vielleicht das grösste dieser Hotels in Brasilien, ist heute schon ein finanzieller Misserfolg geworden.

Unsere Hotellerie entspricht nicht einer Luxusklasse. In verschiedenen Städten unseres Landes wären neue, interessante Hotels notwendig; aber ein Anfang ist gemacht worden, ich erinnere an das neue Hotel in Genf, das «Hôtel du Rhône», das einen erheblichen Propagandaeffekt im Ausland ausübt.

Man spricht gern davon, dass die Marshall-Hilfe dem uns konkurrenzierenden Ausland in bezug auf die Hotels auf die Beine geholfen hätte. Es stehen mir hier einige Zahlen zur Verfügung, die Sie vielleicht interessieren dürften. An Marshall-Geldern sind im ganzen — immer in Schweizer Währung ausgedrückt — an Hotels 122,3 Mio ausbezahlt worden, d. h. als Vorschüsse gegen Zinsen, Oesterreich bezahlt z. B. 7% Zinsen. Oesterreich hat bis jetzt 9,3 Mio erhalten, Italien 1950—1951 total 56 Mio, Belgien für fünf Jahre 43 Mio, Holland ca. 8 Mio, Westdeutschland etwa 26 Mio. und Frankreich im ganzen von 1947—1950 etwa 60 Mio in Schweizer Franken.

Sie haben von Herrn Müller gehört, dass die Grössenordnung der Entschuldung etwa 190 Mio beträgt. Die Zahlen stehen mir nicht zur Verfügung, wieviel baulich in die schweizerischen Hotels hineingesteckt wurde; aber es wird ungefähr gleichviel sein, wie ich sie bei den Marshall-Zahlen nannte.

Das wollte ich Ihnen kurz beifügen. Ich gestehe offen, jede Einschränkung der Wirtschaftsfreiheit ist mir unsympathisch; aber es ist nicht zutreffend, von einem Hotelbauverbot zu reden, denn überall da, wo besonders neue Hotels notwendig wären, ist die Wirtschaft frei, steht es Gesellschaften und Unternehmen frei, neue Hotels zu bauen. Man kann also von einer beschränkten Bewilligungspflicht reden, die Gegenden angeht, wo Gründe dafür bestehen.

Wie bereits gesagt wurde, besteht die Tendenz, möglichst alle Chalets in Kleinhotels umzubauen. Herr Jaquet hat sehr zurteffend bemerkt, dass der ganze Fremdenverkehr sich auf Räder begeben hätte; das ist eine Tatsache, die sich in jeder Beziehung auswirkt, auf den Bau und die Bauart der Hotels, indem nur noch kurzfristig logiert wird. Das sind Tatsachen; meine Herren Vorredner haben über diese Verhältnisse gesprochen.

Ich möchte noch auf die ganz grosse Krisenanfälligkeit unserer Hotellerie hinweisen. Herr Gadient hat dargetan, dass einige schlechte Wettertage einen grossen Einbruch in das finanzielle Gefüge der Hotellerie bringen. Ich möchte noch auf einen andern Punkt hinweisen. Wir dürfen als das Land der Freizügigkeit, das die fremden Gäste erwartet, unsere Mitbürger nicht davon abhalten, ins Ausland zu gehen. Aber in Tat und Wahrheit sieht die Zahlungsbilanz unter diesem Aspekt etwas anders aus als man gemeinhin annimmt. Von den 12½ Millionen Logiernächten unseres Binnenverkehrs müssen etwa 6 Millionen abgezogen werden. Mit andern Worten, von 3 Schweizern, die Ferien machen, bringt einer seine Ferien im Auslande zu. Zahlenmässig wird das für 1950 etwa heissen, dass vom Ueberschuss der Zahlungsbilanz, die wir vielleicht der Hotellerie mit etwa 500 Millionen Franken anrechnen können, 200 Millionen Schweizer Franken abgezogen werden müssen für die Auslandreisen. Die Dinge sind gar nicht so rosig. Wenn nun berufene Persönlichkeiten, wie Herr Kollege Müller, als Präsident der Hoteltreuhandgesellschaft, der Meinung sind, man könne der Hotellerie wirklich einen Schutz zuteil werden lassen, so glaube ich, dürfen wir ihr diesen Schutz hier nicht versagen und vor allem nicht in Schlagworten machen und von einem Hotelbauverbot oder einer Drosselung der freien Wirtschaft sprechen. Ich empfehle Ihnen daher Eintreten auf die Vorlage.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten):
92 Stimmen

Für den Antrag Schmid Werner (Nichteintreten):
11 Stimmen

Artikelweise Beratung — Discussion des articles

Titel, Ingress und Art. 1—3
Titre, préambule et art. 1 à 3

Angenommen — Adoptés

Gesamtabstimmung — Vote sur l'ensemble

Für die Annahme des Beschlussentwurfes: 85 Stimmen
Dagegen: 8 Stimmen

An den Ständerat — Au Conseil des Etats

5971. Abstimmungsvorlagen. Erläuterung
Votations populaires. Texte explicatif

Bericht des Bundesrates vom 1. Dezember 1950 (BBl III, 611)
Rapport du Conseil fédéral du 1er décembre 1950 (FF III, 624)

Botschaft und Gesetzentwurf vom 13. März 1951 (BBl I, 763)
Message et projet de loi du 13 mars 1951 (FF I, 780)

Antrag der Kommission

Mehrheit:

Eintreten

Minderheit
(Keller, Grendelmeier, Winiker) :

Nichteintreten

Antrag Schmid Werner

Nichteintreten

Proposition de la commission

Majorité :

Passer à la discussion des articles

Minorité
(Keller, Grendelmeier, Winiker) :

Ne pas entrer en matière

Proposition Schmid Werner

Ne pas entrer en matière

Berichterstattung — Rapports généraux

M. **Maspoli**, rapporteur: Le 10 décembre 1945, notre collègue, M. Häberlin, déposa un postulat dont la teneur était la suivante : « Il est d'usage dans les votations cantonales d'accompagner les projets soumis aux électeurs d'un texte explicatif rédigé par les autorités. Ce procédé étant pratiqué pour renseigner de façon objective les électeurs, le Conseil fédéral est invité à examiner s'il ne conviendrait pas de l'introduire également pour les votations fédérales. »

M. Häberlin développa son postulat le 19 mars 1946 et il insista sur la nécessité d'informer les citoyens d'une façon objective avant chaque votation pour leur permettre d'exprimer leur vote en connaissance de cause. Il ne s'agit pas d'une propagande officielle en faveur de la loi, mais tout simplement de l'information nécessaire du citoyen avant une votation.

Répondant au postulat, le chef du Département de justice et police a fait remarquer que c'était désormais la cinquième fois — la première fut le 1er juillet 1875, c'est-à-dire à peine un an après l'adoption de la Constitution de 1874 — qu'on soumettait cette idée au Conseil fédéral. Il admettait cependant qu'elle méritait d'être étudiée et il acceptait le postulat pour examen. Le Conseil national l'adopta ensuite sans opposition. Le postulat était à l'étude lorsque les commissions chargées de traiter le projet d'arrêté sur le régime financier de 1951 à 1954 exprimèrent au Conseil fédéral le vœu de voir joindre un commentaire au texte soumis à la votation populaire.

Le Conseil fédéral donna suite à ce désir des deux commissions et il rédigea un commentaire pour les deux projets qui étaient soumis en même temps à la votation : celui sur le régime financier et celui sur la base électorale du Conseil national. Il invita ensuite les présidents des Chambres à le signer, afin de montrer qu'il s'agissait de la volonté des Conseils législatifs. C'est ainsi que, sans base légale, nous avons fait notre expérience dans le domaine des textes explicatifs. Le moment est cependant venu de prendre une décision définitive à ce sujet.

Dans son rapport du 1er décembre 1950, le Conseil fédéral s'est occupé de la question et il est arrivé à la conclusion que la remise d'un texte explicatif peut être utile et même nécessaire et il en proposa l'adoption.

Votre commission spéciale a examiné le rapport dans une séance qui a eu lieu à Lausanne, le 28 février dernier, et elle a décidé, par dix voix contre deux, de proposer à ce Conseil l'adoption de l'idée d'accompagner le projet soumis à la votation populaire d'un texte explicatif.

Les raisons qui nous amènent à vous faire cette proposition sont les suivantes :

Il est souvent très difficile pour l'homme de la rue de se faire une idée exacte de la loi sur laquelle il est appelé à se prononcer simplement sur la base du projet. Il y a des lois qui sont pour lui absolument incompréhensibles ; il y en a d'autres qui sont très compliquées. On ne peut pas, par exemple, demander à tout le monde de lire et de comprendre une loi qui porte sur une centaine d'articles et qui touche aux domaines les plus divers. Ce n'est pas seulement un droit, c'est aussi un devoir pour le législateur de renseigner brièvement et clairement et d'une façon aussi complète que possible le citoyen sur le but et la portée exacte de la loi, pour le mettre en condition d'exprimer son suffrage en pleine connaissance de cause.

Le droit pour le Conseil fédéral d'accompagner ses projets de lois aux Chambres fédérales d'un message qui en explique le but, n'a jamais été contesté par personne. A plus forte raison devrait-on permettre aux conseils législatifs, quand ils transmettent au grand public de nouvelles lois, de pouvoir les lui expliquer. C'est un aspect de la démocratie directe dont la réalisation nous paraît souhaitable.

Le message du Conseil fédéral suffit dans bien des cas aux exigences ; cependant, il ne faut pas oublier que ce message s'adresse toujours à une

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften
Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées
Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali

Gasthöfe. Eröffnung und Erweiterung

Ouverture et agrandissement d'hôtels

In Dans In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr Année Anno	1951
Band Volume Volume	II
Session Session Sessione	Sommersession Session d'été Sessione estiva
Rat Conseil Consiglio	Nationalrat Conseil national Consiglio nazionale
Sitzung Séance Seduta	13
Geschäftsnummer Numéro d'objet Numero dell'oggetto	6028
Datum Date Data	21.06.1951
Seite Page Pagina	585-594
Ref. No	20 035 061

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

überaus starken Minderheit unseres Volkes einzutreten: Die Eingriffe des Staates sind zu begrenzen, und sie haben die Rechtsgleichheit, den Leistungswettbewerb und die Aufstiegsmöglichkeit der Jungen zu berücksichtigen. Die Fraktion des Landesringes anerkennt die Notwendigkeit, der Uhrenindustrie im Interesse des ganzen Landes und der sie tragenden Regionen einen besonderen Schutz angedeihen zu lassen. Sie ist als Luxusindustrie sehr krisenempfindlich und mit ihrem Exportanteil von 95% von den Massnahmen des Auslandes besonders abhängig. Der Schutz der Uhrenindustrie ist aber auf Massnahmen gegen die Verschleppung ins Ausland zu beschränken. Zur Pflicht des Schutzes durch den Staat gehört das Recht der Kontrolle durch den gleichen Staat. Jeder besonderen Unterstützung durch den Staat muss die Selbsthilfe der betreffenden Industrie vorausgehen. Schwere Eingriffe des Staates in die Wirtschaft und der Einsatz der Macht von Verbänden durch den Staat dürfen nach Sinn und Wortlaut der Wirtschaftsartikel erst erfolgen, wenn durch das Parlament vor aller Oeffentlichkeit der Notstand einer Industrie oder eines Gewerbes offiziell anerkannt ist. Diese Voraussetzungen für eine Wirtschaftsgesetzgebung werden im vorliegenden Gesetzesentwurf vollständig ungenügend geschaffen. Eingriffe in dieser Form in die verfassungsmässig garantierte Handels- und Gewerbefreiheit werden vom Schweizervolk nicht gebilligt. Zu unserem Bedauern müssen wir dieser Vorlage unsere Zustimmung versagen.

M. **Perret:** Je voudrais faire une simple déclaration, opposée à celle de notre collègue M. Trüb, et dire au contraire que le groupe au nom duquel je parle attache une importance capitale à cette question de l'industrie horlogère dont dépend le sort de 200.000 ouvriers et ouvrières et de leurs familles. Je me permets l'insister encore, comme nous l'avons fait, M. Müller et moi-même au cours de la discussion, pour vous demander de bien vouloir adopter l'arrêté fédéral qui nous est soumis.

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 112 Stimmen
Dagegen 8 Stimmen

An den Ständerat — Au Conseil des Etats

5874. Arbeitsvermittlung
Service de l'emploi

Siehe Seite 468 hiervor – Voir page 468 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 22. Juni 1951
Décision du Conseil des Etats du 22 juin 1951

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 126 Stimmen (Einstimmigkeit)

An den Ständerat — Au Conseil des Etats

5873. Arbeitslosenversicherung
Assurance-chômage

Siehe Seite 543 hiervor – Voir page 543 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 22. Juni 1951
Décision du Conseil des Etats du 22 juin 1951

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 132 Stimmen (Einstimmigkeit)

An den Ständerat — Au Conseil des Etats

6028. Gasthöfe. Eröffnung und Erweiterung
Ouverture et agrandissement d'hôtels

Siehe Seite 585 hiervor – Voir page 585 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 22. Juni 1951
Décision du Conseil des Etats du 22 juin 1951

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 108 Stimmen
Dagegen 10 Stimmen

An den Ständerat — Au Conseil des Etats

6074. Doppelbesteuerung. Durchführung zwischenstaatlicher Abkommen
Double imposition. Exécution des conventions

Siehe Seite 596 hiervor – Voir page 596 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 22. Juni 1951
Décision du Conseil des Etats du 22 juin 1951

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 109 Stimmen (Einstimmigkeit)

An den Ständerat — Au Conseil des Etats

5971. Abstimmungsvorlagen. Erläuterung
Votations populaires. Texte explicatif

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 594 hiervor – Voir page 594 ci-devant

Häberlin, Berichterstatter der Mehrheit: Am 19. März 1946 hat unser Rat ein Postulat des Sprechenden angenommen, das den Bundesrat einlud, die Frage zu prüfen, ob nicht bei eidgenössischen Abstimmungen dem Text der Abstimmungsvorlage noch eine von amtlicher Seite verfasste Erläuterung beizugeben sei. Schon bei der Entgegennahme des Postulates gab Bundesrat von Steiger bekannt, er sei persönlich ein An-

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften
Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées
Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali

Gasthöfe. Eröffnung und Erweiterung

Ouverture et agrandissement d'hôtels

In Dans In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr Année Anno	1951
Band Volume Volume	II
Session Session Sessione	Sommersession Session d'été Sessione estiva
Rat Conseil Consiglio	Nationalrat Conseil national Consiglio nazionale
Sitzung Séance Seduta	14
Geschäftsnummer Numéro d'objet Numero dell'oggetto	6028
Datum Date Data	22.06.1951
Seite Page Pagina	599-599
Ref. No	20 035 067

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

STÄNDERAT - CONSEIL DES ÉTATS

Stenographisches Bulletin der Bundesversammlung
Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale

Sommer-Session 19. Tagung der 33. Amtsdauer **1951** Session d'été 19e session de la 33e législature

Bezugspreis: In der Schweiz jährlich Fr. 15.—, die Postgebühr eingerechnet, im übrigen Postvereinsgebiet Fr. 20.—. Bezug ausschliesslich durch die Expedition der Verbandsdruckerei AG Bern.

Abonnements: Un an, Suisse, 15 fr., port compris, Union postale, 20 fr. On s'abonne exclusivement auprès de l'Imprimerie Fédérative S.A., à Berne, qui est chargée de l'expédition.

Nachmittagssitzung vom 4. Juni 1951
Séance du 4 juin 1951, après-midi

Vorsitz – Présidence: M. *Bossi*, vice-président

6028. Gasthöfe. Eröffnung und Erweiterung
Ouverture et agrandissement d'hôtels

Botschaft und Beschlussentwurf vom 2. April 1951 (BBl I, 804) – Message et projet d'arrêté du 2 avril 1951 (FF I, 816)

Antrag der Kommission

Mehrheit:

Eintreten

Minderheit
(Klöti):

Nicht eintreten

Proposition de la commission

Majorité :

Passer à la discussion des articles

Minorité
(Klöti):

Ne pas entrer en matière

Berichterstattung — Rapport général

Vieli, Berichterstatter der Mehrheit: Die staatliche Intervention zugunsten der Hotellerie hat schon im Ersten Weltkrieg, d. h. also im Jahre 1915, ihren Anfang genommen und bewegte sich im wesentlichen nach zwei Richtungen: einmal in Schutzbestimmungen gegen neue Konkurrenz in dem Sinne, dass für die Erstellung neuer Hotels und für die Erweiterung von bestehenden Häusern die Bewilligungspflicht eingeführt wurde; zweitens durch Gewährung von rechtlichen und finanziellen Hilfsmassnahmen. Diese letzteren, heute geltenden Massnahmen stützen sich auf das Bundesgesetz vom 28. September 1944 und wurden im Jahre 1950 verlängert bis Ende 1955. Diese Hilfsmassnahmen bilden also nicht Gegenstand der heutigen Vorlage, die gemäss Botschaft vom 2. April 1951 von der Verlängerung, bzw. weiteren Aufrechterhaltung der Bewilligungspflicht für die Erstellung neuer Hotels und Erweiterung bestehender Häuser handelt. Der letzte Beschluss darüber datiert vom 24. Juni 1949 und beschränkte seine Geltungsdauer auf zwei Jahre, d. h. bis Ende 1951. Man ging nämlich 1949 von der Annahme aus, die seit Kriegsende eingetretene Erholung im Gastgewerbe dürfte weitere Fortschritte machen, so dass bis Ende 1951 die eigentlich schon seit 1915 bestehende Bewilligungspflicht weiter eingeschränkt oder ganz fallen gelassen werden könnte. Uebrigens hatte die Bewilligungspflicht im Jahre 1949 schon insoweit eine Einschränkung erfahren, als sie auf die eigentlichen Fremdenverkehrsgebiete beschränkt wurde, städtische und ländliche Verhältnisse also ausgenommen. Auch wurde damals schon auf den Finanzierungsnachweis verzichtet.

Wie steht es nun heute mit der Hotellerie? Die Lage hat sich leider weiter verschlechtert, und die Zukunftsentwicklung ist sehr ungewiss. Der Schweizerische Hotelier-Verein und die Schweizerische Hotel-Treuhandgesellschaft haben in Eingaben an den Bundesrat auf die sinkende Frequenz, auf den hohen Wechselkurs des Schweizer Frankens im Ausland, besonders seit den Währungsmassnahmen von 1949, auf die verstärkte Konkurrenz der Nachbarstaaten — deren Hotellerie heute der Marshall-Plan-Hilfe teilhaftig ist — aufmerksam gemacht und die weitere Aufrechterhaltung des Bundesbeschlusses betr. die Bewilligungspflicht als dringend postuliert. Den gleichen Standpunkt vertritt auch der Schweizerische Fremdenverkehrsverband. Da die Räte sich in den letzten Jahren wiederholt mit der prekären Lage und mit Schutzmassnahmen zugunsten der Hotellerie sich zu befassen hatten, erübrigt es sich, deren Lage hier nochmals eingehend zu schildern. Wir möchten lediglich in aller Kürze auf folgende wichtige Feststellungen des Eidg. Statistischen Amtes hinweisen. 1947 — also bald nach Kriegsschluss — betrug die Zahl der Logiernächte in der Schweiz ingsgesamt rund 23,2 Millionen, ging dann 1949 auf rund 20,3 Millionen zurück und betrug 1950 nur noch 18,6 Millionen. Weitere detaillierte Angaben über die Entwicklung fin-

den Sie auf Seite 2 der Botschaft. Im Jahre 1951 scheint mehr die schweizerische Frequenz zurückzugehen, während die ausländische im Zunehmen begriffen ist. Der Rückgang der schweizerischen Klientel wird mit Auslandreisen zu begründen sein. Der Frequenzrückgang ist um so beängstigender für das Hotelgewerbe, als die Kostendeckung heute eine durchschnittliche Bettenbesetzung von zirka 70 Prozent erfordert; früher reichte eine durchschnittliche Bettenbesetzung von zirka 40 Prozent zur Unkostendeckung aus. 1950 betrug die Bettenbesetzung nur 35,5 Prozent der verfügbaren Betten. Das Ueberangebot an Betten ist also noch sehr gross. Es erscheint daher begreiflich, wenn der Schweiz. Hotelier-Verein, die Schweiz. Hotel-Treuhandgesellschaft und andere Interessenten als Vertreter der Hotellerie angesichts dieser prekären Lage und der Ungewissheit der Zukunftsentwicklung das Gesuch um Verlängerung der Bewilligungspflicht über 1951 hinaus postulieren. Das Begehren wird, abgesehen vom Frequenzrückgang usw., speziell auch damit begründet, dass es nicht verständlich wäre, nachdem die rechtlichen und finanziellen Hilfsmassnahmen bis Ende 1955 beschlossen worden sind, bei dem bestehenden Ueberangebot die Eröffnung und Erweiterung von Gasthöfen nicht wenigstens für die gleiche Dauer vom Nachweis des Bedürfnisses abhängig zu machen.

Wie Ihnen bekannt ist, bestellte das Eidg. Post- und Eisenbahndepartement im Frühjahr 1950 eine Expertenkommission zur Untersuchung der Lage der schweizerischen Hotellerie und der gesamten Fremdenverkehrswirtschaft. Der umfassende Bericht über die Verhandlungen und Beschlüsse dieser Kommission liegt im Entwurf vor. Die Expertenkommission hat auch zur Frage der Bewilligungspflicht Stellung genommen und beantragt, die Geltungsdauer des Bundesbeschlusses über die Bewilligung für die Eröffnung und Erweiterung von Gasthöfen zu verlängern. Auch die Expertenkommission gelangte zum Antrag auf Verlängerung bis Ende 1955, weil dieser Beschluss in engstem Zusammenhang mit den übrigen Hilfsbestimmungen zugunsten der Hotellerie stehe, deren Wirksamkeit gemäss unseren Beschlüssen bis Ende 1955 Geltung hat. Auf diese Weise würden die verschiedenen Massnahmen zugunsten der Hotellerie zeitlich koordiniert. Diese Koordinierung habe den weiteren Vorteil, zu gegebener Zeit, d. h. bis 1955, das Problem der notleidenden Hotellerie und deren Schutz- und Hilfsmassnahmen gesamthaft eingehend zu prüfen und zu lösen, wie das heute für andere Gewerbezweige unserer Volkswirtschaft der Fall sei. Das Hotelgewerbe und die zahlreichen mit ihm verbundenen Zweige des Fremdenverkehrs nähmen nicht nur innerhalb der schweizerischen Volkswirtschaft eine wichtige Stellung ein, sondern seien für viele industriearme Kantone eine massgebende Existenzgrundlage. Nicht nur solche Kantone, sondern weitgehend auch die Bergbevölkerung würden direkt oder indirekt vom Gedeihen der Hotellerie massgebend abhängen.

Soweit die Stellungnahme der grossen Expertenkommission.

Die Fremdenindustriekantone können diese Schlussfolgerungen der grossen Expertenkommission nur begrüssen und unterstützen. Es ist daher zu hoffen, dass der umfassende Bericht der Expertenkommission die Unterlage bilden möge für eine baldige Zusammenfassung der gesetzlichen Bestimmungen zugunsten des Gastgewerbes.

Ihre vorberatende Kommission hat zum vorliegenden Bundesbeschluss Stellung genommen und beantragt Ihnen mit allen gegen eine Stimme, die Verlängerung bis Ende 1955 zu beschliessen. Inhaltlich wird am Beschluss nichts geändert. Wie gesagt, erstreckt sich die Bewilligungspflicht für die Eröffnung und Erweiterung von Gasthöfen nur auf die eigentlichen Fremdenverkehrsgebiete. Es handelt sich auch nicht um ein striktes Bauverbot, sondern den Gesuchen um Baubewilligung oder Erweiterung wird entsprochen, wenn ein Bedürfnis glaubhaft gemacht werden kann. Wie schon dem Verlängerungsbeschluss vom Jahre 1949 wird auch dem heutigen Verlängerungsbeschluss die Form des allgemein verbindlichen Bundesbeschlusses gegeben. Er untersteht demzufolge dem fakultativen Referendum. Die Rechtsgrundlage dieses Beschlusses bildet der Art. 31bis BV, so dass Ihnen die Kommission, wie gesagt, beantragt, auf die Vorlage einzutreten.

Klöti, Berichtertatter der Minderheit: Ich habe mich in der Kommission nicht dazu entschliessen können, dem Antrag des Bundesrates und der Mehrheit zuzustimmen. Ich bin vielmehr der Ansicht, man sollte auf eine Verlängerung dieses Beschlusses verzichten. Ich will zur Begründung nur ganz wenige Ausführungen machen. Ich gehe mit der Mehrheit der Kommission darin durchaus einig, dass die grossen Wunden, die die beiden Weltkriege der Hotellerie geschlagen haben, noch nicht verheilt sind. Ich gebe auch zu, dass höchstwahrscheinlich die Selbsthilfe der Hotellerie nicht genügen kann, und dass sie der Ergänzung durch staatliche Hilfsmassnahmen rechtlicher und finanzieller Natur bedarf. Ich gebe auch ohne weiteres zu, dass wir berechtigt sind, gestützt auf Art. 31bis BV, vom Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit abzugehen, aber nur dann, wie es im Artikel heisst, wenn die Hotellerie in ihrer Existenz bedroht ist. Heute stehen wir nun vor der konkreten Fage: Ist bei Aufhebung der Bedürfnisklausel und der Bewilligungspflicht eine wilde Bauerei im Hotelwesen zu erwarten, eine Bauerei, die ein neues Ueberangebot brächte und die Hilfsmassnahmen des Staates illusorisch machen würde? Ich glaube, diese Frage muss unbedingt verneint werden. Die unsichere internationale Lage ist schon ein erster Grund, der gegen diese Befürchtung spricht. Dazu kommen, die heute ansteigenden Baukosten, besonders auch die Zurückhaltung der Banken in der Gewährung von Baukrediten. Diese Zurückhaltung ist zurückzuführen auf die Erfahrungen, die sie nach dem Ersten und Zweiten Weltkrieg gemacht haben. Sie ist aber auch darauf zurückzuführen, dass die Banken gerade wegen der rechtlichen Schutzmassnahmen nicht mehr gewillt sind — das steht auch im Expertengutachten, das Herr Vieli angetönt hat —, für Hotelbauten Kre-

dite zu gewähren. Drittens kommt hinzu, dass Herr Zipfel und der Bundesrat an die Wirtschaft appelliert haben, sie möchten in neuen Investitionen zurückhalten. Unter all diesen Aspekten ist m. E. gar nicht zu bestreiten, dass wir keine grosse Bautätigkeit in der Hotellerie zu erwarten haben, wenn wir diesen Beschluss Ende dieses Jahres ablaufen lassen. Ich erinnere an die Debatte, die wir hier neben der Stadthotellerie gehabt haben. Damals wurde mit gleichen Ausführungen, wie sie Herr Vieli vorhin gemacht hat, geltend gemacht, in der Stadt werde ein Ueberangebot an Betten kommen, wenn wir den Hotelbau freigeben. Diese Befürchtung ist nicht eingetroffen. Es ist das um so bemerkenswerter, als bei der Stadthotellerie, die nicht von der Saison abhängig ist, die Renditeaussichten durchschnittlich wesentlich besser sind als in den Fremdenverkehrsgebieten. Ich bin überzeugt, dass, wenn wir jetzt dieses Hotelbauverbot — ich will diesen Ausdruck gebrauchen — nicht hätten, so würde keinem Menschen einfallen, zu beantragen, man solle eine solche Beschränkung der Handels- und Gewerbefreiheit einführen. Nur aus Beharrungsvermögen, weil der Hotelierverein diese Schutzmassnahmen weiterhin haben will, soll sie bis zum Jahre 1955 fortgesetzt werden. Meines Erachtens ist keine Spur von Gefährdung der Existenzgrundlage der Hotellerie vorhanden. Wenn wir daher die Verfassung genau beachten wollen, sind wir gar nicht berechtigt, diese Verlängerung zu beschliessen. Sollte später einmal wider alles Erwarten eine wilde Bauerei einsetzen, so könnten wir ein solches Verbot immer wieder einführen. Es wären dazu keine organisatorischen Aenderungen notwendig, denn diese Geschäfte werden durch die ordentlichen Behörden besorgt.

Nun hat Herr Vieli als Referent der Kommission ausgeführt, dass ein enger Zusammenhang zwischen den rechtlichen und finanziellen Massnahmen des Bundes und dieses Beschlusses besteht. Ich glaube, das ist doch eine irrtümliche Auffassung. Wäre ein solcher enger Zusammenhang da, so dürfte der Bundesrat den Kantonen gar nicht gestatten, dass sie Hotelbauten bewilligen. Es ist nach diesem Beschluss in das Ermessen der Kantone gestellt, dass sie Hotels bauen lassen können. Man kann die rechtlichen und finanziellen Hilfsmassnahmen in den Fremdenverkehrsgebieten durchführen, auch wenn da und dort im freien Wettbewerb ein neues Hotel entsteht. Ich bin also der Ueberzeugung, dass der Fortbestand dieses Beschlusses weder im Interesse der Hotellerie noch im Interesse der Gesamtheit des Volkes liegt. Denn es ist zu sagen, dass die dringliche Erneuerung und die Anpassung der Hotellerie an die heutigen Bedürfnisse zweifellos verzögert wird, wenn wir diesen Beschluss aufrechterhalten, weil dann nicht mehr erneuerungswürdige Hotels länger beibehalten und weniger rasch liquidiert werden, als, wenn man weiss, dass dieses Hotelbauverbot nicht mehr existiert und dass Neubauten erstellt werden dürfen.

Das sind die wenigen Bemerkungen, die ich anführen wollte. Nach meiner Ansicht nehmen wir die öffentlichen Interessen besser wahr, wenn wir die Verlängerung dieses Beschlusses ablehnen, als wenn wir sie beschliessen.

Lardelli: Die Ausführungen von Herrn Klöti veranlassen mich doch, einige Worte über die Nöte der Berghotellerie zu sagen, die Herr Klöti offenbar nur vom Hörensagen kennt, nämlich von den Besuchen in den Berghotels. Ich mache meine Ausführungen nicht abhängig davon, ob heute das Verbot der Erstellung neuer Hotels verlängert wird; in den Berggegenden werden keine neuen Hotels mehr gebaut, vorläufig haben wir noch Werg genug an der Kunkel. Man hat uns von städtischer Seite her schon den Rat gegeben, wir sollten umstellen und die Hotels anders verwerten. Ich bitte Sie, mir einmal zu sagen, und ich bitte Sie, als Präsident der Graubündner Kantonalbank, mir das zu sagen, wie wir unsere Hotels im Engadin anders verwenden können als heute. Es müsste schon von irgendwo her aus wohltätigen Ueberlegungen heraus das eine oder andere der grossen Häuser für andere Zweckbestimmung abgenommen werden, damit es nicht mit den vielen Betten als leer stehend auf der Liste bleibt.

Sie müssen nicht Angst haben, dass die Kantonalbanken der Berggebiete mit vollen Mitteln und vollem Einsatz die Erstellung neuer Häuser erleichtern oder auch nur fördern. — Die Banken sind als gebrannte Kinder sehr reserviert geworden, und die Graubündner Kantonalbank — ich darf das hier sagen — hat gewaltige Abschreibungen vornehmen müssen. Wir haben uns immerhin konsolidieren können mit Hilfe einer Stützungsaktion des Kantonalbank-Verbandes, und ich bin recht stolz darauf, heute erklären zu können, dass, weil wir nicht neues Geld in wesentlichem Ausmass in die Hotellerie eingelegt haben, heute die 20 Mio Franken dem Verband der Kantonalbanken zurückbezahlt sind.

In den Hotelgebieten ist der Bedarf an Banken gedeckt. Ich bin einverstanden mit der Verlängerung, aber wichtiger wäre die Frequenzsteigerung aus dem Ausland, und da muss angesetzt werden, und ich freue mich, feststellen zu können, dass der Beitritt der Schweiz zur Zahlungsunion dort erfreuliche Aspekte auslöst, wo dem Staat überhaupt noch die Möglichkeit gegeben ist, Mittel für den Fremdenverkehr freizugeben. Die Diskrimination ist gefallen, und der Engländer kann in England seine Reisepläne einrichten nach der Schweiz oder nach Frankreich an die Riviera oder nach Italien: die Schweiz ist nicht mehr diskriminiert.

Das aber möchte ich den Herren vom Bundesrat noch sagen: leider fällt Deutschland aus, das unser grösster Kunde war vor 1914 und wieder der grösste Kunde war zwischen 1924 und 1930. Deutschland ist in der Zahlungsunion eigentlich zahlungsunfähig geworden, es hat zu viele Rohstoffe für seine Produktion eingeführt und kann diese aus seinen normalen Exporten, die erst aufgenommen werden, nicht zahlen. Aber die Deutschen haben nun einen Ausweg gefunden über ihre Exporte nach der Schweiz. Lesen Sie die letzten Zahlen der Exportstatistik nach: Der Import aus Deutschland beträgt ungefähr das Doppelte dessen, was unsere Exportindustrie nach Deutschland liefern kann. Wohin geht dann der

Ueberschuss an Schweizer Franken? In andere Länder und Gebiete zur Bezahlung des Defizits, aber er dient leider nicht etwa der Hilfe für unsere Hotelindustrie und dient nicht einmal der Hilfe für unsere Exportindustrie.

Nun möchte ich etwas in Erinnerung rufen. Vor 1936 hatten wir in Deutschland, das ja damals finanziell auch nicht gerade gross und stolz dastand, ein internes Abkommen zwischen der Industrie und dem Fremdenverkehr, gemäss welchem die Kohlenimporte aus Deutschland dazu verwendet wurden, um dem deutschen Reiseverkehr die nötigen Devisen zu geben, die in der Schweiz zu verwenden waren. Als die Abwertung 1936 kam, da hat man die Abwertungsdifferenz dem Fremdenverkehr genommen, sie wurde ihm abgehängt. So haben wir, nachdem die Hotellerie schon in den Jahren 1914 bis 1924 und dann seit 1939 ausgeblutet ist, die Enteignung der bisherigen Hoteliers und Eigentümer dieser Unternehmungen im Berggebiet festzustellen. Es gibt nur noch wenige, die noch einigermassen haben durchhalten können; auch die kurze Erholung von 1924 bis 1930 hat nur dazu gedient, dringendste Modernisierungen, wie Einrichtung des fliessenden Wassers, das jeder von Ihnen heute in seinem Hotelzimmer als eine Selbstverständlichkeit ansieht, zu finanzieren. Nun kam nach 1932 eine neue Krise, und diese hat zum Weissbluten der Hotellerie geführt; heute ist jene Gruppe von früher führenden Hoteliers in Graubünden verarmt, keine Bevölkerungsklasse in der Schweiz ist so hart getroffen worden. Sie halten noch durch, aber sie zahlen die Hypothekenzinsen nur noch zum Teil. Die Staatsbank oder die andern Banken müssen sie abbuchen, und dann wirft man der Hotellerie noch vor, sie würde nicht das Nötige tun, um diese Häuser zu moderniseren. Ich möchte jene, die solche Vorschläge unterbreiten, einmal wirklich bitten, sich mit uns in Graubünden in Verbindung zu setzen, um einen Ausweg aus dieser Situation zu finden. Ich kann Ihnen sagen, dass von unserer Seite das nötige Verständnis vorhanden ist, aber Betriebsdefizite am laufenden Band kann auch die Kantonalbank Graubünden mit ihren vielen Hotelsengagements nicht übernehmen.

Nun noch eines: Die Hotellerie gehört zu den Schlüsselindustrien unseres Landes, und sie hat uns in normalen Zeiten das Handelsdefizit über die Zahlungsbilanz ausgeglichen. Es waren etwa 600 Mio Franken, die aus dem Ausland nach der Schweiz flossen; wohin sind diese 600 Mio Franken gekommen, ich denke in die schweizerische Volkswirtschaft? Im Jahre 1941 hatten wir in der Hotellerie 50 000 Angestellte, jetzt sind es weniger; es ist nicht mehr rentabel, denn man geht lieber in eine Jahres- als in eine Saisonstelle, wo man sich für die finanziellen Bedürfnisse nicht voll decken kann.

Im übrigen muss ich zu gewissen Kritiken feststellen, dass wir verschiedene Arten von Hoteliers haben; wir haben solche, die sparen, und solche, die ein eigenes Geschäft durchhalten; das sind diejenigen, die ihren Verpflichtungen bis zum letzten Rappen nachkommen, auch an Zinsen. Wir haben aber auch andere, die etwas grosszügiger sind und die — wie ich einmal sagte — ihre Lebenshaltung derjenigen ihres mittleren und besseren Gastes anpassen, obwohl die Voraussetzungen eben finanziell nicht die gleichen sind. Es ist doch ein grosser Unterschied, ob ein Industrieller, ein Kaufmann, ein Unternehmer, vorübergehend während zwei, drei oder vier Wochen ins Hotel in die Ferien geht und sich um die entstehenden Kosten nicht kümmert, oder ob der betreffende Hotelier meint, er müsse über das ganze Jahr sich auf dieser Basis durchhalten.

Die Führung ist im ganzen gut. Sie haben die Erfahrung machen können. Sie kommen als Kommissionsmitglieder immer wieder in den Fall, dass Sie in Berggebiete reisen; dabei können Sie feststellen, dass Sie zum mindesten so gut untergebracht sind wie in den ungefähr gleichwertigen Häusern im Ausland. Das darf nun einmal auch festgestellt werden.

Aber es fehlen die Mittel zur Angleichung an die heutigen Anforderungen, die müssen aus dem Betrieb herauskommen, denn Kredit haben die Hotels keinen mehr. Das wird auch die Kommission, die Herr Dr. Vieli nannte, nicht aus der Welt schaffen können; der Kredit ist verloren gegangen. Darum möchte ich bitten, bei Zustimmung zu dieser Vorlage, dass nun vom Bund her ganz energisch auf eine bessere Berücksichtigung der Devisenzuteilung, speziell in Deutschland, gedrückt wird; nicht unser Geld soll dazu dienen, um in Uebersee Zahlungen zu leisten, sondern wenn wir mehr abnehmen von Deutschland, soll ein Teil davon auch unserer Hotellerie zugute kommen.

Duttweiler: Ich stelle mich grundsätzlich auf den gleichen Standpunkt wie Herr Ständerat Klöti; ich bin ebenfalls der Auffassung, dass wir die Hotellerie als wichtigsten Wirtschaftszweig unbedingt fördern müssen. Aber ich bin nicht der Meinung, dass dies möglich sei durch Verbote. Jede Intervention und jedes Verbot in dieses besonders lebendige Gewerbe kann nur von Schaden sein. Ich glaube, dass die Bilanz der Verbote — die, soviel ich weiss, seit 30 Jahren schon in Kraft sind — eine ausserordentlich ungünstige, ja man kann sagen, katastrophale ist. Unsere Hotellerie ist durch diese Verbote in ihrer natürlichen Entwicklung gehindert worden, d. h. es entstanden keine neuen, wirklich moderne Häuser. Ich glaube, dass eine «Rosskur» der Hotellerie für die gesamte schweizerische Wirtschaft nützlicher gewesen wäre, als ein Herausschleppen des Uebels über diese 30 Jahre; davon bin ich vollständig überzeugt. Wenn wir den Rang der schweizerischen Hotellerie in der Welt betrachten, so stehen wir etwa am Ende, und einst waren wir führend. Das ist eine Frage. Frankreich, Italien usw. haben uns bei weitem überboten in modernen Hotels, trotz der Schwierigkeiten, die sie hatten. Wir stellen fest, dass wir den Anforderungen einer wirklichen Elitekundschaft nicht mehr zu genügen vermögen. Ich möchte da nicht der Hotellerie irgendeine Schuld an dem heutigen Zustand zuschieben, sondern diese ist der modernen Entwicklung des Verkehrs, der unglaublichen Vormachtstellung des Automobils zuzuschreiben. Aber sicher ist, dass wir mit Verboten, mit der Verhin-

derung der Erstellung moderner Häuser diese Entwicklung noch gefördert habe.

Dann glaube ich auch, dass wir die Wirtschaftsartikel nicht missbrauchen sollten für Bagatellgesetze; es sind immerhin Gesetze, die wir hier schaffen. Ich habe in dem kurzen Bericht gelesen, dass die Hotel-Treuhandgesellschaft 1,354 Mio Franken ausgelegt habe, um 7944 Betten stillzulegen. Der Begriff von Bettenstillegen ist mir etwas neu; ich glaube, er kommt von der Stickereiindustrie her. Aber ich glaube auf keinen Fall, dass dadurch der Hotellerie irgendwie geholfen wurde. Ferner haben wir diese Praxis, Bagatellbundesbeschlüsse, die dem Referendum unterstellt sind, zu fassen, wodurch auch die Referendumsdemokratie schliesslich auf den Hund gebracht wird. Wer wird wegen dieses Restes eines Gesetzes, das praktisch keine Auswirkung mehr hat — mein Kronzeuge ist Herr Ständerat Lardelli —, das Referendum ergreifen? Da hat man ein Bild, wie das herauskommen könnte mit der Wirtschaftsgesetzgebung, wenn wegen Bagatellschmerzen ein Gesetz erlassen wird; man hofft dann, dass das Referendum nicht ergriffen werde. Und wenn dann aber einmal eine Stimmung kommt, wo die Sachen abgelehnt werden? Ich möchte also dringend empfehlen, diesen allgemein verbindlichen Bundesbeschluss nicht zu fassen. Ich erinnere mich, dass Herr Bundespräsident von Steiger erklärte, dass das ja keine praktische Bedeutung habe, denn niemand werde heute ein eigentliches Saisonhotel erstellen; ich erinnere mich dessen genau. Weshalb macht man also ein Verbot, wenn man weiss, dass es gar nicht nötig ist? Wenn aber die Kreise um den Schweizerischen Hotelier-Verein und die Hotel-Treuhandgesellschaft, wie das gesagt wurde, in ihrem Beharrungsvermögen weiter funktionieren wollen, so finden wir mit diesen Ausnahmegesetzen — ich behaupte, es sind Ausnahmegesetze — kein Ende. Es sind deshalb Ausnahmegesetze, weil es heisst, dass nur jenen Wirtschaftszweigen, die in ihrer Existenz gefährdet sind, solche Gesetze zugute kommen sollen. Es muss aber doch einmal ein Ende haben, wenn der betreffende Wirtschaftszweig gesund ist. Man hat das letztemal erklärt, dass man mit diesem Verbot verhindern wolle, dass Privathäuser und Privatzimmer nur für kurze Zeit ausgemietet werden und ähnliche kleine Dinge. Wir müssen unbedingt davon abkommen. Ich stelle fest, wenn Herr Kollege Lardelli konsequent gewesen wäre und die Schlussfolgerung aus seiner Rede gezogen hätte, er zu einer Ablehnung hätte kommen müssen, denn er hat in seiner ganzen Rede nirgends gesagt, dass es noch nötig sei; ich habe das nicht gehört. Dagegen hat er mit Recht darauf hingewiesen, dass der Hotellerie nur mit positiven Förderungen geholfen werden könne; diesen Standpunkt teile ich voll und ganz. Es ist eine Illusion, mit einem Verbotsgesetz der Hotellerie irgendwie helfen zu wollen.

Zwischenhinein möchte ich aber doch noch ein Beispiel liefern, dass die Auffassung der Hoteliers und der Gemeinden anders ist, als sie Herr Vieli dargestellt hat. Vor einigen Tagen war eine Delegation des Gemeinderates von Bergün beim Hotel-Plan wegen des Wiederaufbaues des abgebrannten Hotels. Es muss nur ein vierter Stock aufgesetzt werden; es ist also nicht ein Neubau. Aber diese Herren vertraten den Standpunkt, dass Bergün schwer leide, weil das Haupthotel nicht mehr im Betrieb sei; da leide das Gewerbe und alles zusammen; auch die übrigen Hotels wünschten, dass dieses Hotel wieder in Betrieb gesetzt werde. Es ist doch ein latenter Widerspruch zu dem Verbot mit dem man ja bezwecken will, dass die Betten eingeschränkt werden, auch zur Funktion der Hotel-Treuhandgesellschaft. Wer intelligent ist, der weiss, dass tüchtige Konkurrenten das Geschäft beleben. Die tüchtigsten Konkurrenten sind neue, moderne Hotels. Leider stimmt es, dass solche nicht gebaut werden, weil das Geld nicht aufgetrieben werden kann und sich heute niemand findet, der dieses Risiko übernimmt. Also hat das Verbot keinen Zweck. Herr Lardelli hat längere Zeit gesprochen über die Massnahmen zur Förderung der Hotellerie. Es gäbe auch Massnahmen, um die Frequenz der Hotels durch Schweizer wesentlich zu heben. Gegenwärtig ist ein starker, ja ein ziemlich unwiderstehlicher Zug nach dem Ausland da. Nun haben sich aber die Verhältnisse geändert. Ein Ferienaufenthalt in Frankreich oder Italien ist nicht mehr billiger als in der Schweiz. Auch Oesterreich hat sehr stark aufgeholt und übrigens etwas an Renomée und Anziehungskraft eingebüsst, so dass relativ die Schweiz heute mit ihrem Ferienangebot günstig dasteht. Das sollte ausgenützt werden. Ich begrüsse, dass Ausländer, die 14 Tage dableiben — so las ich in der Presse —, 50 Franken in bar Zuschuss erhalten. Diese 50 Franken würden auch von den Schweizern sehr begrüsst. Es brauchten nicht einmal 50 Franken zu sein. Wenn sie den Gästen, die 14 Tage am Vierwaldstättersee wohnen, ein Generalabonnement auf die Schiffe geben würden, womöglich noch mit etwa 6 Bergbahnen dazu — das kostete im Jahre 1935 Fr. 16.50 —, so hätten sie wieder eine sehr schöne Frequenz, und die betreffenden Bergbahnen und Schiffe würden sehr gute Geschäfte machen. Ich habe nämlich festgestellt, dass die Schiffe die Woche hindurch halb leer fahren. Nichts bringt mehr Frequenz als Frequenz. Wenn man mit einem billigen Abonnement fahren kann, finden sich immer wieder andere, die den Drang haben, auch mitzufahren, denn sie sagen sich, es müsse so schön sein, wenn so viele Leute dorthin gehen. Da hat man auch am Fest in Zürich gesehen. In der Tat ist im Jahre 1935 bei der Preissenkung auf Regionalabonnemente bei den Bergbahnen und Schiffen festgestellt worden, dass die Frequenzen zum Normalbillett noch gesteigert worden ist. Das ist in den betreffenden Jahresberichten zu lesen. Verschenken wir also das, was uns selbst nichts kostet. Nachher bleibt noch die Verrechnung mit den Bergbahnen und Seeschiffen. Wir haben sehr viele Bergbahnen und auch viele Seen mit Schiffen darauf, die halb leer fahren. Weshalb also für die Inländer diese Möglichkeit nicht wieder schaffen, um so mehr, als sich genug Garanten fänden, die garantieren, dass die betreffenden Unternehmen noch ein gutes Geschäft dabei machen? Dann haben Sie keine Subventionen. Das ist die freiwillige Hilfe. Dann brauchen Sie auch kein Verbot. Dann haben alle Freude;

auch die Schweizer haben etwas davon, statt dass Sie den Ausländern 50 Franken bezahlen müssen.

Noch andere Möglichkeiten gibt es. Gegenwärtig ist folgendes durchgeführt worden: Holländer konnten von Holland bis nach Basel und zurück fahren für sage und schreibe 22 Franken, und zwar in prima Pullmancars, so dass der Holländer eventuell billiger reist als der Schweizer, wenn er eine lange Bahnstrecke zu fahren hat. Es sind also, wie gesagt, neue Möglichkeiten vorhanden. Ich bin gar nicht pessimistisch. Wir sind wieder konkurrenzfähig betreffend der Reisen. Wir haben wieder Möglichkeiten, die Anfahrtsstrecken ganz entscheidend zu verbilligen. Wir haben noch Möglichkeiten, die wir überprüfen können, die den Staat selbst nichts kosten. Was es aber braucht, ist der Wille dazu, und diesen Willen finden wir vorläufig noch nicht. Wir werden die Probe aufs Exempel machen, das Exempel auf diese Rechnung. Wir werden die Massenreisen zu Tausenden und Zehntausenden im Jahre wieder versuchen. Es ist nur zu hoffen, dass die Behörden diese Anstrengungen unterstützen, anstatt dass man sie, wie das gelegentlich geschah, irgendwie scheel betrachtet, weil man die offiziellen Verkehrsinstitutionen, die einem näher liegen, irgendwie konkurrenziert fühlt.

Mein Antrag geht also dahin, diese Verlängerung abzulehnen und die Möglichkeiten, die wir haben, auszuschöpfen, insbesondere die neue Situation, dass wir wieder konkurrenzfähig sind, im Ausland gehörig bekanntzugeben, eventuell noch einen Zuschuss zu machen, denn das kommt wieder zurück. Es ist eine Art Zollvergütung auf dem, was die Ausländer hier konsumieren, und auf diese Weise wird der Hotellerie kräftig geholfen. Ich möchte namentlich die Mitglieder dieses Rates, die die Interessen der Saisonhotels hier zu vertreten haben, in Gottes Namen bitten, nicht mit solchen Verboten sich helfen zu wollen — das nimmt im Volke die Sympathie für die Hotellerie —, sondern belebende Aktionen durchzuführen, von denen der einzelne Bürger etwas hat, Aktionen, die die Phantasie anregen und ungeahnten Erfolg versprechen. Deshalb glaube ich, es ist an der Zeit, und es wurde früher versprochen, dass man mit diesem Bundesbeschluss aufhört. Und nun kommt er wieder in gleicher Form. Ich würde es noch verstehen, wenn man ihn zurückgeschnitten hätte auf die Liquidation der Hotel-Treuhandtätigkeit. Da wäre ich durchaus auch einverstanden. Aber ich nehme an, dass sich das noch machen lässt, dass man die Rechtsgrundlage bis zur endgültigen Liquidation hat, und dann die ganze Energie darauf verwendet, der Hotellerie tatsächlich zu helfen. In diesem Punkte schliesse ich mich hundertprozentig dem Fachkundigen, Herrn Ständerat Lardelli, an.

Klöti, Berichterstatter der Minderheit: Nur zwei Worte. Ich bin sachlich mit Herrn Lardelli einverstanden. Ich habe die volkswirtschaftliche Bedeutung der Hotellerie anerkannt und habe es für angezeigt erachtet, dass wir die Hotellerie fördern, damit sie sich von den schweren Schicksalsschlägen der zwei Weltkriege und der dazwischenliegenden Wirtschaftskrise erholen könne, und dass wir bei solchen Massnahmen rechtlicher und finanzieller Natur mitmachen. Auch in der Hauptfrage bin ich mit Herrn Lardelli einig. Hat er doch selbst erklärt, wir brauchten nicht Angst zu haben, dass bei Aufhebung der Beschlüsse die Banken in der Kreditgewährung so dreinfahren würden, sie würden im Gegenteil sehr zurückhaltend sein. Er hat nicht behauptet, dass eine wilde Bauerei in den Fremdenverkehrsgebieten einsetze, wenn wir mit diesem Verbot aufhören. Ich möchte also nur bitten, dass man aus dem temperamentvollen Votum des Herrn Lardelli, mit dem ich inhaltlich einverstanden bin, nicht eine Widerlegung meiner Ausführungen herauslese. Ich habe mich auf die Beantwortung der Frage beschränkt, ob ein Verbot noch notwendig sei. Diese Frage habe ich verneint.

Vieli, Berichterstatter der Mehrheit: Nur ein paar Bemerkungen. Es handelt sich hier nicht um die Frage der Hotellerie im allgemeinen, sondern um eine bestimmte konkrete Frage. Ich bin durchaus einverstanden mit Herrn Kollege Duttweiler, wenn er von belebenden Aktionen zugunsten der Hotellerie spricht. Diese belebenden Aktionen könnten in vermehrtem Masse helfend wirken und sind sehr erwünscht. Auch mit Herrn Ständerat Lardelli bin ich durchaus einverstanden, wenn er seinerseits nach vermehrten finanziellen Mitteln ruft, um den Besuch der Schweiz zu ermöglichen. Das sind Aktionen, die auch besprochen worden sind in der grossen Expertenkommission. Diese hat in ihrem langen und gutbegründeten Bericht an den Bundesrat ihre Anträge gestellt, und es fragt sich, ob der Bundesrat diesen Anträgen in Bälde Folge leisten wird.

Auf einen Punkt möchte ich noch antworten: Wenn Herr Kollege Duttweiler unsere Hotellerie in dem Sinne bemängelt, dass er sagt, die Hotellerie sei zufolge des langjährigen Schutzes nicht mehr auf der Höhe, die Hotels sähen nicht mehr anständig aus, seien nicht modern und könnten nicht mehr konkurrieren mit neuen Hotels im Ausland, so geht das entschieden zu weit. Die schweizerischen Hotels im I. und II. Rang lassen sich heute noch sehen, wo sie modernisiert worden sind. Leider trifft das nicht auf alle Hotels zu, aber man hofft, nach und nach auch diese zu modernisieren. Ich möchte bekanntgeben, was der Bericht des Schweizerischen Hoteliervereins in dieser Beziehung auf Seite 6 sagt: «Die schweizerische Hotellerie hat im vergangenen Jahr wiederum den Beweis geliefert, dass sie qualitativ sich mit jedem andern Fremdenverkehrsland messen kann. Von der internationalen Kundschaft ist ihre Leistungsfähigkeit und Leistungswilligkeit wiederholt uneingeschränkt anerkannt worden. Das darf ihr insofern zur Beruhigung gereichen, als die Frequenz- und Ertragsrückschläge nicht beruflichem Ungenügen unserer Hotelleiter und unseres Hotelpersonals zugeschrieben werden können. Die Ursachen liegen vielmehr in Vorgängen politischer und wirtschaftlicher Natur im Ausland sowie in einer in zunehmendem Masse autarkischen Einrichtung unserer Wirtschaftspolitik, die den Existenzkampf der Hotellerie stets schwieriger gestaltet. Zwischen dem Hammer der scharfen ausländischen Konkurrenz

und dem Amboss der hochgestiegenen Lebenskosten und Löhnen kann sie den Ausgleich der Ertragsrechnung nicht finden und damit auch die immer vordringlicher werdende Erneuerung und Modernisierung der Betriebsanlagen nicht aus eigener Kraft einer Lösung entgegenführen.»

Was ganz besonders aus diesem Zitat zu vermerken ist, ist folgendes: dass unsere Hotellerie sich sehen lassen darf, und dass sie immer noch genug Ansehen im Ausland geniesst. Wenn vielleicht in der Schweiz nicht die modernsten Hotels bestehen, ist das gar kein Manko, denn unsere alten gut gebauten Hotels sind, einmal modernisiert, wahrscheinlich ebenso freundlich und heimelig, wenn nicht freundlicher wie die modernsten Hotels.

Zur Vorlage selbst möchte ich bemerken, dass es als Widerspruch empfunden wird, wenn eine rechtliche und finanzielle Hilfe geleistet wird bis zum Jahre 1955, während das eingeschränkte Bauverbot nun fallen sollte. Ich bin auch der Ansicht, dass zurzeit keine neuen Fremdenhotels gebaut werden. Die Gefahr besteht vielmehr darin, dass die Leitungen gutgehender und gut frequentierter Hotels auf den Gedanken kommen könnten, ihre Betriebe zu erweitern. Jede Erweiterung aber würde eine Konkurrenzierung der andern Hotels bedeuten, denen es weniger gut geht. Infolgedessen ist es zweifellos logisch, mit der finanziellen und rechtlichen Hilfe auch die Einschränkung gemäss Vorlage bis 1955 aufrechtzuerhalten. Wenn in Bergün der ausgebrannte 3. Stock wieder ausgebaut wird, ist sicher niemand dagegen. Ein solcher Fall fällt nicht unter die Bewilligungspflicht.

Wie ich in meinem Referat ausgeführt habe, besteht die Absicht, im Laufe der Spanne bis 1955 die Lage der Hotellerie im gesamten zu prüfen und das vorzukehren, was für die Hotellerie notwendig und nützlich ist, und deshalb ist auch diese grosse Expertenkommission eingesetzt, deren Bericht im Entwurf vorliegt und demnächst dem Bundesrat unterbreitet wird. Der Bundesrat wird die Sache prüfen und im Laufe der zur Verfügung stehenden Jahre das ganze Problem einer gründlichen Prüfung und Lösung entgegenführen.

Duttweiler: Nur ganz wenige Worte. Mich hat stutzig gemacht, dass Herr Kollege Klöti gegen Eintreten ist; im allgemeinen ist die Sozialdemokratische Partei eher für Interventionismus. Es ist das ein Signal, dass man mit diesem Hotelbauverbot abfahren darf. Die Argumente von Herrn Lardelli waren nicht so überzeugend, ich habe fast herausgefühlt, dass er selbst nicht sehr überzeugt ist von der Wichtigkeit der Verlängerung dieses Bundesbeschlusses. Insbesondere die Tatsache, dass man den Beweis nicht mehr verlangt, ob jemand Geld gibt, um ein Hotel zu bauen, zeigt, wie schwach die Sache begründet ist. Wenn schliesslich einer das Geld hat, da braucht man nicht zu fragen, woher er es hat. Dass ein erfolgreicher Hotelier sein Hotel nicht erweitert, wenn er billig die Häuser seiner Konkurrenten kaufen kann, dass er nicht neu baut, wobei er das Vier- bis Fünffache dessen zahlt, was der Ankauf von Hotels kostet, um Neubauten zu errichten, ist klar. Ich muss sagen, die Argumente sind sehr schwach, ich rechne das dem Verteidiger der Vorlage hoch an, dass er mehr oder weniger durchblicken liess, dass ihm selbst nicht mehr so sehr viel daran liegt.

Bundespräsident **von Steiger:** Es wird keine wilde Bauerei einsetzen, aber wenn die Expertenkommission, welche die Angelegenheit sorgfältig untersucht hat, unter Ziffer 36 dem Bundesrat und den zuständigen Stellen empfiehlt, man möchte die Bewilligungspflicht noch fortdauern lassen, solange der Bund selber mit finanziellen Mitteln hilft, dann ist es doch zu verstehen, wenn wir mit dieser nicht einfach aufhören. Ein Zusammenhang ist doch da. Die Rekurse, die noch einlangen und die an Zahl sehr abgenommen haben, beweisen, dass man eine sehr vernünftige Praxis bei dieser Bewilligungspflicht hat. Dass man diese noch beibehält, ist zu verstehen. Ich teile in allen Beziehungen die Ausführungen des Herrn Ständerats Lardelli. Was er über die Beziehungen Schweiz—Deutschland und über die Hotellerie gesagt hat, hat die volle Aufmerksamkeit des Bundesrats, und wir werden bei anderer Gelegenheit darüber sprechen können.

Herrn Ständerat Duttweiler möchte ich nur sagen: Wir haben nirgends von stillgelegten Betten gesprochen, sondern es steht, «dass im Betrage von 1,3 Mio Franken insgesamt 121 Betriebe mit total 7944 Betten stillgelegt worden seien.» Bei dem bekannten Temperament des Herrn Ständerats Duttweiler ist ihm das entgangen, und er hat nicht bemerkt, dass wir in Wirklichkeit «Betriebe» stillgelegt haben.

Ich möchte Ihnen doch Eintreten empfehlen.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Eintreten)	24 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Nichteintreten)	6 Stimmen

Artikelweise Beratung — Discussion des articles

Vieli, Berichterstatter: Die Kommission hat zum Bundesbeschluss keine Abänderungsanträge zu stellen und beantragt ihnen daher, den Bundesbeschluss in globo anzunehmen.

Gesamtabstimmung — Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Bundesbeschlusses	24 Stimmen
Dagegen	4 Stimmen

An den Nationalrat — Au Conseil national

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften
Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées
Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali

Gasthöfe. Eröffnung und Erweiterung

Ouverture et agrandissement d'hôtels

In Dans In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr Année Anno	1951
Band Volume Volume	II
Session Session Sessione	Sommersession Session d'été Sessione estiva
Rat Conseil Consiglio	Ständerat Conseil des Etats Consiglio degli Stati
Sitzung Séance Seduta	01
Geschäftsnummer Numéro d'objet Numero dell'oggetto	6028
Datum Date Data	04.06.1951
Seite Page Pagina	207-213
Ref. No	20 035 074

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

5921. Uhrenindustrie. Erhaltung
Industrie horlogère

Siehe Seite 315 hiervor – Voir page 315 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 13. Juni 1951
Décision du Conseil national du 13 juin 1951

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 30 Stimmen (Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

5874. Arbeitsvermittlung
Service de l'emploi

Siehe Seite 166 hiervor – Voir page 166 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 6. Juni 1951
Décision du Conseil national du 6 juin 1951

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 28 Stimmen (Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

5873. Arbeitslosenversicherung
Assurance-chômage

Siehe Seite 322 hiervor – Voir page 322 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 22. Juni 1951
Décision du Conseil national du 22 juin 1951

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 30 Stimmen (Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

6028. Gasthöfe. Eröffnung und Erweiterung
Ouverture et agrandissement d'hôtels

Siehe Seite 207 hiervor – Voir page 207 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 21. Juni 1951
Décision du Conseil national du 21 juin 1951

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 22 Stimmen
Dagegen 2 Stimmen

An den Nationalrat — Au Conseil national

Schluss des stenographischen Bulletins der Sommersession 1951

Fin du bulletin sténographique de la session d'été 1951

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. *O. Vollenweider* – Druck und Expedition der Verbandsdruckerei AG Bern

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften
Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées
Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali

Gasthöfe. Eröffnung und Erweiterung

Ouverture et agrandissement d'hôtels

In Dans In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr Année Anno	1951
Band Volume Volume	II
Session Session Sessione	Sommersession Session d'été Sessione estiva
Rat Conseil Consiglio	Ständerat Conseil des Etats Consiglio degli Stati
Sitzung Séance Seduta	12
Geschäftsnummer Numéro d'objet Numero dell'oggetto	6028
Datum Date Data	22.06.1951
Seite Page Pagina	338-338
Ref. No	20 035 098

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.